

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 284
20 mars 1989

FEMMES ET ISLAM

PEROU
Congrès
de la Gauche unie

SALVADOR
Victoire électorale
d'ARENA



FRANCE
Le Front national
à la loupe

AFRIQUE DU SUD
Assassinat
d'un gavroche

15 FF - 4 FS - 85 FB



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée
sous la responsabilité du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Edition-Communication (PEC) .

Administration : 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission
paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.

Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 284

Du 20 mars 1989

- 3 **EL SALVADOR**
Victoire électorale d'ARENA
Arnold BERTHU
- 5 **"Une situation quasi insurrectionnelle"**
Interview de Humberto CENTERO
- 7 Les dernières propositions du FMLN
DOCUMENT
- 8 **PARAGUAY**
L'alternance impérialiste
Sergio CABRERA
- 9 **PEROU**
Congrès de la Gauche unie
AMAUTA
- 11 Hugo Blanco est libéré
Pepe MEJIA
- 12 **FEMMES/TURQUIE**
Féminisme et islamisme
Sedef ÖZTÜRK
- 14 Réécrire l'Islam au féminin
DOCUMENT
- 16 L'impasse des islamistes
Sedef ÖZTÜRK
- 17 **FEMMES/PAYS ARABES**
Le poids des traditions
Lina ASMARA
- 20 **FRANCE**
Une menace à prendre au sérieux
Laurent CARASSO
- 25 **AFRIQUE DU SUD**
Assassinat d'un gavroche sud-africain
Claude GABRIEL
- 26 Portrait de Stompie Mokhetsi
Thandeka GOUBULE
et Shaun JOHNSON
- 27 **EN BREF :**
UNION SOVIETIQUE, Des aveux de
taille ; GRANDE BRETAGNE,
Hypothermie et libéralisme ; ISRAEL,
Fermeture d'Al-Raïa ; AFRIQUE DU
SUD, Liberté pour les 26 d'Upington

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat
unifié de la IVe Internationale.



ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom

Numéro et Rue

Commune

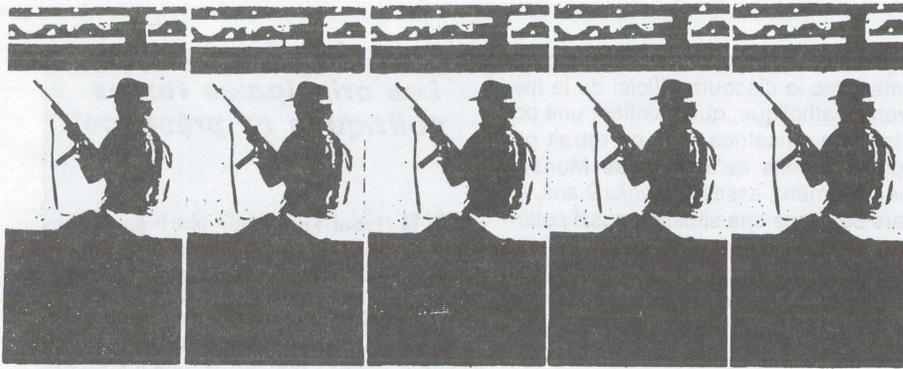
Code postal Pays

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",
à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris,
93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -
Tél : 45.32.06.23



EL SALVADOR

Victoire électorale d'ARENA

LA VICTOIRE d'Alfredo Cristiani, candidat de l'Alliance de rénovation nationale (ARENA) à l'élection présidentielle du 19 mars 1989, ne doit pas être interprétée comme le signe d'un soutien populaire significatif à cette formation bourgeoise de la droite dure et militariste.

Premièrement, une majorité de Salvadoriens n'a pas voté (il y aurait 1 million de votants sur un total de 2,2 millions d'électeurs potentiels, pour une population de 6 millions d'habitants), répondant ainsi à l'appel du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) et de l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS), qui avaient décrété le *boycott* des élections et une grève générale des transports, très suivie. La participation électorale a même été inférieure à celle de l'élection précédente de 1984. Cristiani proclame avoir remporté 54% des suffrages (500 000 voix), son principal rival, Chavez Mena du Parti démocrate chrétien (PDC) aurait obtenu, quant à lui, 30% des voix.

Deuxièmement, le vote pour ARENA exprime d'abord le rejet de la politique du président sortant Duarte et du PDC. En l'absence d'une alternative électorale de gauche suffisamment crédible, le "vote utile" contre Duarte, s'est reporté sur l'ARENA, comme lors des élections législatives de 1988.

Troisièmement, ARENA a axé sa campagne contre Duarte, en mettant temporairement de côté sa ligne d'affrontement avec le mouvement populaire et le FMLN. Il a même manœuvré, en se déclarant prêt au dialogue avec celui-ci, et a modéré ses propositions de privatisations.

Dans les jours qui ont précédé l'élection, les Etats-Unis semblent avoir fait une croix sur une victoire démocrate chrétienne (et la fraude électorale massive que cela aurait supposé). Un porte parole américain a déclaré qu'il attendait sereinement le résultat des élections, car, sans pour autant abandonner le PDC, il constatait avec joie qu'ARENA s'était "déplacé vers le centre" (1).

Quoi qu'il en soit, la victoire d'ARENA va encore augmenter d'un cran la polarisation sociale.

20 mars 1989

Arnold BERTHU

Inprecor numéro 284 du 20 mars 1989

L'OFFENSIVE politique et militaire lancée par le FMLN a dominé la campagne électorale présidentielle qui s'est conclue ce 19 mars.

Voici près de deux mois, le FMLN prenait une audacieuse initiative politique : il s'engageait, pour la première fois depuis 9 ans, à ne pas boycotter les élections, si celles-ci étaient reportées de 6 mois, de manière à ce qu'elles puissent se dérouler démocratiquement. Cela impliquait que cesse la répression ; que l'armée n'intervienne pas dans la campagne électorale et reste dans ses casernes le jour des élections ; que la Convergence démocratique soit intégrée au Conseil central électoral et que le Code électoral soit amendé de manière démocratique ; et enfin que les Salvadoriens en exil puissent voter (un demi-million de Salvadoriens, au moins vivent en exil, essentiellement aux Etats-Unis). Cette proposition a accentué la crise des partis des classes dominantes et a mis la nouvelle administration Bush en difficulté. A tel point que tous les partis politiques et toutes les instances du régime, y compris l'état-major de l'armée, ont dû prendre position et agir dans la plus grande confusion.

Pagaille et manœuvres

Dans un premier temps, le président Duarte a déclaré que la proposition du FMLN ne pouvait pas être prise en compte, en raison de son caractère anti-constitutionnel (selon la Constitution, Duarte doit céder la place à son successeur en juin 89). Il a dû rapidement se rétracter quand le Vice président américain, Quayle, en visite à San Salvador, a affirmé que la proposition du FMLN contenait des points positifs. Pour ne pas être en reste, ARENA, pourtant assurée normalement de la victoire, si les élections étaient maintenues au 19 mars, a proposé une amnistie temporaire permettant aux commandants du FMLN de venir dialoguer dans la capitale avec l'Assemblée législative ! Ce n'était certes qu'une manœuvre visant à donner le change, sur le plan international aux Etats-Unis et sur le plan interne au peuple salvadorien, avide de dialogue. Néanmoins, le seul fait qu'une telle proposition ait été faite — recevoir des "terroristes criminels" (pour reprendre les termes de propagande de tous les partis de droite) à l'Assemblée — traduit bien l'existence d'une véritable dualité de pouvoir dans le pays.

Finalement, les partis des classes dominantes (voir encadré), incapables de rejeter d'emblée, l'offre du FMLN, se sont déplacés en compagnie de la Convergence démocratique, à Mexico, les 21 et 22 février, pour y rencontrer les re-

1) Cette "sérénité" risque fort de ne pas être partagée par tous les congressistes américains qui peuvent remettre en cause une partie de l'aide militaire américaine au Salvador. Celle-ci est d'ailleurs supérieure aux recettes propres de l'Etat salvadorien, qui est en troisième position (derrière Israël et l'Egypte) dans le *hit parade* des pays les plus "aidés" par les Etats-Unis (en chiffres absolus).

présentants de la guérilla. Après bien d'autres péripéties, les élections ont été maintenues au 19 mars. En même temps, dans le camp populaire, un début d'unité (encore fragile, il est vrai) se réalisait entre la principale organisation de masse anticapitaliste et anti-impérialiste l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS), et ce qui reste des organisations populaires qui appuyaient Duarte, à savoir essentiellement, l'Union nationale ouvrière et paysanne (UNOC). L'UNTS, qui compte plus de 400 000 affiliés, (salariés, paysans, étudiants, etc.) et l'UNOC, qui compte environ 200 000 affiliés et qui est subventionnée notamment par les Etats-Unis, se sont jointes, le 11 février dernier, pour affirmer qu'il fallait dialoguer avec le FMLN et pour contester aux partis dominants le monopole de la représentativité populaire. Si la direction de l'UNOC, pressée par sa base, s'est ainsi jointe pour la première fois, à l'UNTS, elle n'en maintient pas moins son appui au candidat officiel du PDC, Fidel Chavez Mena. De leur côté, les communautés chrétiennes de base, qui organisent d'importants secteurs de masses à travers les paroisses, préparent le peuple à l'action.

"Le Dieu des pauvres a vaincu et vaincra"

Dans un long communiqué, publié dans le quotidien salvadorien *El Mundo* (du 8 février 89), les communautés chrétiennes tracent un parallèle entre le passé biblique et le moment présent et n'y vont pas par quatre chemins : *"Moïse (l'avant-garde) réalise un travail de conscientisation et d'organisation (...) se déroule un affrontement verbal avec le pharaon. Le peuple met en avant ses revendications, elles sont rejetées. La répression augmente (...); une partie du peuple hésite, la majorité reste décidée (...); face au refus du pharaon, le peuple recourt à la violence dans sa forme la plus douloureuse; par cette violence, le peuple s'en prend aux secteurs au pouvoir (...); le peuple entame sa marche jusqu'à la terre promise (...); le pharaon prend le chemin de la défaite (2).*

Notre peuple passe par un même processus. Aujourd'hui, notre peuple (...) s'apprête à donner le coup décisif. Le Dieu des pauvres a vaincu et vaincra.

Face à la lutte du peuple, le pouvoir durcit sa position (...). Ce durcissement, produit par la peur de perdre toute la main d'œuvre qu'il exploite, fait agir le pouvoir de manière aveugle, irrationnelle et entame sa déroute. (...)

Le régime salvadorien s'endurcit, il recourt chaque fois davantage à la répression et est de moins en moins disposé à une honnête négociation. (...)

L'importance de ce qui surgit ici dépasse le cadre salvadorien, il s'agit d'un affrontement avec l'Empire américain.

Ce ne sera pas seulement notre victoire, mais celles de beaucoup de peuples latino-américains et des pauvres en général."

Ce message tranche par son radicalisme avec le discours officiel de la hiérarchie catholique, qui maintient une position temporisatrice, très en retrait par rapport à celle qu'avait prise Monseigneur Romero, assassiné voici 9 ans, en mars 80. Dans une situation aussi polarisée, ce type de discours trouve un écho de plus en plus large.

La proposition du FMLN n'a pas seulement mis à nu l'impasse du PDC, soutenu par les Etats-Unis, mais aussi celle d'ARENA, qui a dû manœuvrer pour repousser l'offre du FMLN, tout en tentant de montrer qu'elle était disposée au dialogue.

Soutien populaire

La manière dont la proposition était formulée ne pouvait qu'attirer à elle le soutien des masses et créer de grosses difficultés au pouvoir et aux Etats-Unis. Par la suite, lors de la réunion de Mexico, le FMLN a ajouté, comme nouvelle condition, l'épuration des forces armées gouvernementales et une réduction drastique de leurs effectifs (qui devraient passer de 60 000 à 12 000 hommes). Cette proposition a recueilli un appui enthousiaste dans le camp populaire, et a mis l'armée dans une situation inextricable.

Le FMLN a avancé sa proposition à partir d'une position de force : militairement, il a continué à accroître sa puissance de feu. Preuve en est son contrôle renforcé sur plus de 30% du territoire, et son rayon d'activité qui touche tout le territoire national (villes comme campagnes).

Le lundi 21 février, au moment où le dialogue débutait à Mexico, le FMLN lançait des attaques dans les 14 départements que compte le pays, et réussissait à priver d'électricité 60% du territoire. Au-delà du seul aspect militaire, ce qui est essentiel, c'est la capacité du FMLN à incarner, aux yeux des masses, le levier permettant d'accéder à la paix et aux changements sociaux profonds.

Le refus du régime et des Etats-Unis de répondre positivement aux propositions du FMLN et leur *incapacité* à faire des contrepropositions crédibles aux yeux du peuple, améliorent les conditions du déclenchement d'une insurrection.

Néanmoins, la force militaire du FMLN, le degré d'organisation et de conscience des secteurs ouvriers des masses et l'impasse du régime, ne sont pas suffisantes pour décider les masses à passer à l'insurrection. La forte puissance de feu des forces armées gouvernementales continue à constituer un puissant frein au soulèvement des masses. Le souvenir des massacres des années 79-82, présent dans la mémoire de chacun(e), et la répression sélective (plusieurs centaines d'assassinats politiques par an, sans compter les pertes causées par les attaques de l'armée dans les zones contrôlées ou litigieuses) amènent les masses à peser le

Les principales forces politiques en présence

FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale), principale organisation révolutionnaire. Il regroupe 5 organisations politico-militaires : le Parti de la révolution socialiste (PRS) et son bras militaire, l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP); les Forces populaires de libération (FPL); la Résistance nationale (RN) et son bras armé, les Forces armées de résistance nationale (FARN); le Parti communiste salvadorien (PCS), qui commande les Forces armées de libération (FAL); le Parti révolutionnaire des travailleurs centro-américains (PRTC).

FDR (Front démocratique révolutionnaire), est l'allié politique civil légal du FMLN, il comprend le Mouvement populaire social-chrétien (MPSC, scission du PDC, au début des années 80) dirigé par Ruben Zamora, et le Mouvement national révolutionnaire, dirigé par Guillermo Ungo (lié à l'Internationale socialiste).

Convergence démocratique, associe le FDR au Parti socialiste démocratique. G. Ungo, son candidat à l'élection présidentielle du 19 mars, n'a obtenu que près de 4% des voix, empêché par la répression de faire une véritable campagne, et gêné par le boycott d'une partie de son électoral potentiel.

PDC (Parti démocrate chrétien), du président sortant Duarte, qui a obtenu la majorité absolue au Parlement, de 1984 à 1988. Il était l'une des pièces maîtresses de la stratégie américaine, mais son candidat Chavez Mena n'a obtenu que 30%.

ARENA (Alliance de rénovation nationale), au pouvoir au début des années 80, jusqu'à ce que les Etats-Unis aient opté pour le PDC. A la majorité au Parlement, depuis mars 1988. Son candidat, Cristianini a gagné l'élection présidentielle avec 54% des voix.

PCN (Parti de conciliation nationale), ancien parti de l'oligarchie et de l'armée, n'a obtenu que 1,8%.

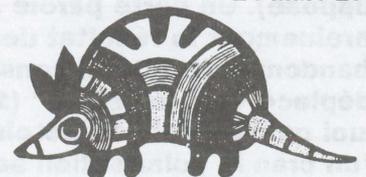
MAC (Mouvement authentique chrétien), dirigé par Roy Prendes, ancien ministre de Duarte. A obtenu 0,3%

pour et le contre, avant de s'engager à visage découvert aux côtés du FMLN.

La stratégie menée par celui-ci lève un à un les obstacles qui barrent encore la route à la lutte décisive.

Le reste est une question de temps... ■

14 mars 1989



2) Citations extraites du livre de l'Exode, chapitres 4, 5, 12 et 14.

"Une situation quasi insurrectionnelle"

HUMBERTO CENTERO est un des principaux dirigeants de l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS), au sein de laquelle il représente le syndicat des télécommunications (ASTEL). Plusieurs fois capturé, emprisonné, longuement torturé, Humberto Centro a été libéré chaque fois, suite aux actions de protestation nationales et internationales. Le 24 février 89, il a été publiquement condamné à mort par l'Armée contre révolutionnaire du peuple (ECRP), un des sinistres escadrons de la mort. Inprecor l'a rencontré, au mois de février, à San Salvador.

INPRECOR : Quelles ont été les réactions des partis des classes dirigeantes à la proposition du FMLN de reporter les élections présidentielles à septembre 89 ?

Humberto CENTERO : La proposition du FMLN est audacieuse. C'est la première fois que le Front prend une telle attitude face aux élections, depuis le début de la guerre, voici 9 ans. La première réaction du président démocrate-chrétien Duarte a été négative. En fait, il pense avec une montre qui retarde. Il réagit comme si on était toujours sous l'administration Reagan, et qu'il suffisait de répondre non à chaque proposition du FMLN.

De son côté, ARENA a sorti du tiroir sa proposition poussièreuse, appelée "de paix et de liberté", qu'elle avait formulée après avoir gagné les élections législatives et municipales de mars 88. ARENA manœuvra, en proposant un décret d'amnistie temporaire, qui permettrait aux 5 commandants du FMLN, de venir présenter leurs propositions à l'Assemblée législative.

Mais lorsque le commandement général du FMLN a déclaré qu'il était disposé à venir à la capitale pour s'exprimer devant l'Assemblée, ARENA s'est bien gardé de soumettre ce décret au vote de l'Assemblée.

Après avoir observé un silence total pendant les premiers jours, l'état-major des forces armées réagit en disant qu'il revenait au pouvoir civil de prendre position. Par la suite, le Chef d'état-major, le colonel Emilio Ponce, déclara, en substance : "si l'armée dit oui à la proposition du FMLN, elle se divisera. Si nous disons non, nous serons mal vus par la population. C'est pourquoi, c'est au pouvoir civil qu'il appartient de prendre position".

Toutefois, quelques jours plus tard, d'autres chefs militaires affirmèrent que s'il y avait report des élections, cela serait en violation de la constitution et que,

dès lors, ils se verraient obligés de faire un coup d'Etat.

Finalement, tous les partis de droite se réunirent durant 3 jours, et au bout de palabres interminables, ils se mirent d'accord pour déclarer qu'ils allaient rencontrer le FMLN, mais dans une capitale étrangère. C'est pourquoi vient d'avoir lieu, à Mexico, le dialogue entre le FMLN et les partis de droite, auquel a pris part également la Convergence démocratique. Si les partis de droite sont allés à Mexico, c'est qu'ils ont peur de montrer au peuple qu'ils refusent le dialogue.

■ Quel est le rapport de forces au niveau électoral ?

— Ici, les partis qui comptent vraiment sur le plan électoral sont ARENA et le PDC. Les autres partis, y compris la Convergence démocratique, ne peuvent pas espérer rassembler, au total, plus de 200 000 voix. ARENA sait que la participation électorale va être basse, à savoir, à peine 30% de l'électorat potentiel, qui se chiffre à environ 2 200 000 voix. Pour donner un ordre de grandeur, je crois qu'ARENA peut compter sur 400 000 voix et le PDC sur 300 000. Les deux partis qui peuvent faire les frais d'un report des élections, sont donc ARENA et le PDC. Je dis bien le PDC aussi, car comme celui-ci est totalement soutenu par les Etats-Unis, il n'est pas exclu qu'une énorme fraude électorale, en sa faveur, soit organisée sous les auspices de ces derniers.

■ Comment une telle fraude pourra-t-elle avoir lieu alors que l'écrasante majorité des maires est d'ARENA ?

— Les maires ne jouent aucun rôle important dans les élections. Les autorités électorales départementales et locales sont désignées par le Conseil central électoral et sont composées par les partis représentés à l'Assemblée légis-

lative, à savoir, ARENA, le PDC et le PCN. Mais, en fait, les experts en fraudes électorales sont les militaires.

Ils disposent de plusieurs leviers pour la réaliser : premièrement, l'administration nationale des Télécommunications, dont le directeur est le frère du ministre de la Défense, le colonel Casanova ; ensuite, le transport des urnes par les militaires (souvent en hélicoptère). Dès lors, la fraude est facile, puisqu'il suffit, par exemple, que l'hélicoptère transportant 20 urnes, dont 15 sont remplies de bulletins favorables à ARENA, s'arrête dans une caserne, pour qu'on remplace ces dernières par des urnes favorables au PDC. Ici, au Salvador, le véritable électeur, c'est la force armée et non pas le peuple. Et comme l'armée est soumise aux américains, le candidat PDC pourrait parfaitement remporter les élections, car il est l'élu de Washington.

■ Comment s'est déroulée la campagne de la Convergence démocratique ?

— La Convergence démocratique n'a pas eu l'occasion de gagner une partie substantielle de l'électorat, par manque de temps, et parce que l'armée limite drastiquement son droit d'expression, surtout en dehors de la capitale.

Souvent, des participants aux meetings de la Convergence, qui se déroulent à l'extérieur de la capitale, sont capturés par l'armée, une fois rentrés chez eux. Cela se sait et l'assistance aux meetings de la Convergence est donc faible. Il arrive aussi très souvent que l'armée interdise à la Convergence l'entrée d'une série importante de localités.

Dans les circonstances actuelles, la Convergence n'est donc pas en état de disputer le suffrage des électeurs à ARENA ou au PDC. C'est pourquoi, en tant qu'UNTS, nous appelons nos affiliés à ne pas participer aux élections du 19 mars. Nous n'allons même pas retirer notre carnet d'électeur.

■ Peux-tu nous parler de l'unité ponctuelle qui vient d'être réalisée entre l'UNTS et l'UNOC ?

— Il faut d'abord préciser que, dans l'ensemble, la seule divergence portait sur l'appui que les organisations liées au PDC avaient apporté au gouvernement anti-populaire de Duarte et à la politique américaine. Au delà de ce point, il y avait déjà une grande convergence.

Avec la défaite électorale du PDC, en mars 88, et les luttes intestines qui l'ont agitée, l'UNOC s'est trouvée dans une situation de plus en plus contradictoire. Une minorité appuyait la candidature à la présidence de Fidel Chavez Mena, tandis qu'une majorité appuyait Rey Prendes. Mais, finalement, suite à différentes pressions, l'UNOC se rangea derrière Fidel.

A partir du mois de mai 88, l'UNTS et l'UNOC ont engagé un dialogue pour faire face à la recrudescence de l'activité des

escadrons de la mort et à l'augmentation du pouvoir des éléments les plus durs (ARENA) au sein du commandement des forces armées gouvernementales.

Les premières conversations ont permis de se mettre d'accord sur des communiqués publics dénonçant la répression, mais qui furent publiés séparément. Il a fallu attendre la proposition du FMLN du 26 janvier, pour qu'à l'initiative de l'UNOC, nos deux organisations se mettent d'accord, le 10 février, et publient, en commun, une déclaration, accueillant comme positive la proposition du FMLN ; déniaut aux partis politiques le monopole de la représentativité populaire ; et affirmant que la constitution ne pouvait pas faire obstacle au dialogue. Il est clair que ces deux derniers points sont extrêmement importants.

Cette prise de position a rencontré un large écho au niveau des masses et a été considérée, par les médias, comme un changement de situation. En principe, nous devrions organiser, en commun, une marche pour la paix de 200 000 Salvadoriens, mais cela reste encore à confirmer.

De son côté, l'UNOC a réalisé une marche, le 14 février, à laquelle participèrent 40 000 personnes. Tous les calicots des manifestants exprimaient les revendications concrètes des ouvriers et des paysans et aucune n'appuyait la candidature de Chavez Mena, même si, lors des interviews que les organisa-

teurs ont accordées aux journalistes, ils réaffirmèrent leur appui à ce dernier.

■ Quelle est la position de l'UNOC en ce qui concerne la réforme agraire ?

— L'UNOC est très préoccupée par la possibilité d'une victoire d'ARENA. Les organisations de coopérateurs liées à l'UNOC, ont reçu des Etats-Unis des millions de colones (un dollar américain = 5,5 colones) pour développer la réforme agraire. Cela les a favorisées par rapport aux autres organisations de coopérateurs, sans pour autant les mettre à l'abri d'un endettement énorme. Si ARENA gagne la présidence, le risque de voir les terres des coopérateurs rétrocédées aux anciens propriétaires est très élevé. Dans un premier temps, ARENA veut diviser les terres des coopératives, en les attribuant à chaque famille de coopérateurs, qui sera alors confrontée individuellement au remboursement de la dette. Et puisqu'il est impossible d'y faire face, elle sera obligée de revendre la parcelle familiale. La Cour suprême de justice, contrôlée par ARENA depuis 88, a décrété, à plusieurs reprises, la rétrocession des terres des coopératives en faillites, à leurs anciens propriétaires, membres de l'oligarchie. A cette occasion des dirigeants de l'UNOC ont déclaré que si cela continuait ainsi, il ne resterait plus qu'à prendre les armes et rejoindre "la montagne".

Les paysans et les coopérateurs doivent aussi faire face à une politique anti-populaire menée par les administrations publiques, contrôlées par la Démocratie chrétienne. La banque nationalisée et l'Institut étatique disposent d'un monopole pour la commercialisation des produits agricoles et agissent en permanence en contradiction avec les intérêts des paysans. C'est ce qui explique que déjà, une grande partie de coopérateurs organisés a rejoint l'UNTS (l'UNTS semble compter quatre fois plus de coopérateurs que l'UNOC, ndr) et ceux qui restent à l'UNOC sont également mécontents de la politique de Duarte, même si l'aide américaine atténuée un peu leurs problèmes. L'UNOC exige un rééchelonnement de la dette.



■ Si les élections sont maintenues pour le 19 mars, que va-t-il se passer ?

— Dans ces conditions, la polarisation va s'accroître. Si ARENA gagne les élections, cela va compliquer la politique américaine à l'égard de notre pays car derrière son masque d'ouverture, celle-ci reste fondamentalement une formation d'extrême droite. Si, par contre, le PDC gagne, avec ou sans fraude, les éléments d'ARENA qui contrôlent l'état-major de l'armée vont être tentés de réaliser un coup d'Etat. Et s'il n'y a pas de coup d'Etat, le président Chavez Mena aura une marge de manœuvre extrêmement réduite, car ARENA contrôle déjà l'Assemblée législative, la Cour suprême de justice, la Cour des comptes, etc.

De toute façon, ARENA va approfondir la guerre et le rapprochement qui s'est opéré entre l'UNOC et l'UNTS s'intensifiera. La polarisation va donc augmenter et on se rapprochera d'une explosion sociale, dont nous pouvons déjà voir des signes avants-coureurs.

C'est ainsi que les sinistrés du tremblement de terre de septembre 86, après avoir pris des terres et reconstruit de nouvelles habitations, ont décidé de raccorder eux-mêmes les maisons aux réseaux d'électricité et de distribution d'eau. Il y a des indices d'une situation quasi insurrectionnelle, comme le fait que nous-mêmes, en tant qu'UNTS, nous avons monté des barricades permanentes dans la rue qui conduit à notre local, à des fins d'autodéfense. Nous avons fait cela sans autorisation, après le dynamitage de notre local central, le 15 février dernier. Le peuple va être amené à rendre la justice lui-même. ■

22 février 1989
propos recueillis par
Arnold Berthu



Précédents articles d'Inprecor sur le Salvador :

- "Les communautés chrétiennes de base", interview d'Enrique Ramirez, *Inprecor* numéro 281, du 6 février 1989.
- "Choisir le moment décisif", interview de René Rodriguez, *Inprecor* numéro 277, du 28 novembre 1988.
- "Pain, terre, travail et liberté", Ken Cunningham, *Inprecor* numéro 277, du 28 novembre 1988.
- "La GBI... par ses auteurs", document, *Inprecor* numéro 270, du 18 juillet 1988.
- "Où en est l'UNTS ?", interview de 2 militants de l'UNTS, *Inprecor* numéro 270, du 18 juillet 1988.
- "La troisième voie", interview d'Antonio Cañas, *Inprecor* numéro 270, du 18 juillet 1988.
- "Une riposte de haute intensité", Michel Thevenaz, *Inprecor* numéro 270, du 18 juillet 1988.
- "Echec de la réforme agraire", Michel Rivière, *Inprecor* numéro 267, du 6 juin 1988.
- "Tripartouillage post-électoral" (B), *Inprecor* numéro 264, du 25 avril 1988.
- "Le 'vote silencieux' du peuple" (B), *Inprecor* numéro 263, du 11 avril 1988.
- "Trois dirigeants du FDR rentrent au Salvador" (B), *Inprecor* numéro 255, du 14 décembre 1987.
- "Les syndicats jaunes", *Washington Monthly*, *Inprecor* numéro 253, du 16 novembre 1987.
- "Les prochains mois seront décisifs", Arnold Berthu, *Inprecor* numéro 253, du 16 novembre 1987.
- "Accord d'Esquipulas, Déclaration du FMLN", document, *Inprecor* numéro 248, du 7 septembre 1987.
- "Stratégie de la guerre populaire", Joaquin Villalobos, document, *Inprecor* numéro 241, du 28 avril 1987.
- "Dans la prison de Mariona", Interview de Barnabé Recinos de l'UNTS, interview de Mercedes Sanz, militante du PSO, *Inprecor* numéro 240, du 13 avril 1987.
- "Le Salvador est polarisé entre le FMLN et les forces armées", *Inprecor* numéro 240, du 13 avril 1987.
- "Duarte dans l'impasse", Arnold Berthu, *Inprecor* numéro 240, du 13 avril 1987.

Les dernières propositions du FMLN

NOUS PUBLIONS ci-dessous la dernière offre de dialogue faite par le FMLN en réponse à la proposition de Duarte du 26 février 1989, qui proposait le report des élections au 30 avril et un cessez-le-feu jusqu'au 1er juin 1989.

Cette dernière proposition du FMLN a été rejetée par le régime, qui a décidé de maintenir la date initialement fixée pour les élections. Le FMLN a, dès lors, décrété une grève illimitée des transports, à partir du 16 mars, de manière à appuyer son appel au boycott.

Par ailleurs, la Convergence démocratique a maintenu ses candidats, mais n'est pas en mesure de constituer une alternative crédible.

DOCUMENT

LE FRONT Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) considère comme positive la disposition exprimée par Duarte, en faveur de la convocation d'une réunion entre le gouvernement, notre Front et les partis politiques, et manifeste sa totale disponibilité pour qu'elle ait lieu dans le plus court délai possible.

C'est pourquoi, nous pensons que, de la même façon qu'il a été procédé pour l'accord avec les partis, notre proposition de paix doit être considérée dans son ensemble. Cette réunion devrait se tenir avec un ordre du jour ouvert, permettant la discussion de tous les problèmes que l'autre partie voudra soumettre.

Conditions

Nous estimons donc nécessaire de demander et de souligner :

1) Que le gouvernement explicite publiquement si, lors de cette réunion, il sera discuté du recul de la date des élections jusqu'au 15 septembre, et si leur déroulement, les militaires restant dans leurs casernes, s'accompagnera de la fin de la répression, d'un système électoral faisant le consensus, de la restructuration du Conseil électoral central, de la formation d'un organisme de contrôle et d'une proposition sur la façon de voter des Salvadoriens résidant à l'étranger.

2) Que soit négocié un accord de cessez-le-feu définitif, conformément à notre offre, ce qui implique des mécanismes concrets de jugement des crimes commis par des membres des forces armées, la réduction de l'armée à 12 000 hommes, le démantèlement des corps de sécurité, et la formation d'un nouveau corps de sécurité civile.

3) Que la réunion se tienne à San Salvador. Pour ce faire, nous considérons comme nécessaire un cessez-le-feu unilatéral de chaque côté et la fin immédiate de la répression, afin de créer les conditions propices à la réunion.

S'il y a cessez-le-feu, nous ne voyons aucune raison pour que la réunion se tienne à l'étranger. La capitale est le meilleur endroit pour la concertation nationale de paix, parmi et devant tous les Salvadoriens. Cela favoriserait la participation de Duarte lui-même.

Tenir cette réunion à l'étranger serait reculer sur ce que le peuple a déjà obtenu lors de toutes les rencontres antérieures.

4) Pour notre part, nous répétons notre disposition à discuter tous les points que le gouvernement proposera.

5) Nous considérons que la réunion doit avoir le caractère d'une négociation ayant pour but d'aboutir à des accords effectifs, et non pas à de simples échanges d'opinions.

En conséquence, notre délégation aura, à sa tête, deux membres de notre Commandement général.

Etablir la paix

Nous considérons qu'il faut que les partis politiques, le gouvernement, les Forces armées, les députés désignés par l'Assemblée législative et le FMLN, participent activement à cette réunion, pour donner une suite à l'esprit et au contenu de la rencontre de Mexico.

Nous considérons comme hautement positif le mécanisme de la concertation entre les trois pouvoirs de l'Etat, et nous croyons que si par le passé, ce mécanisme a permis d'abolir une constitution et d'en faire adopter une autre, elle pourrait, aujourd'hui, être utilisée

pour établir la paix, en éliminant tous les obstacles constitutionnels.

En ce sens, il est clair qu'il n'existe plus d'obstacles au report des élections, le temps qu'il sera nécessaire, et ce mécanisme doit fonctionner immédiatement pour permettre de les reculer au delà du 19 mars.

Nous lançons un appel aux partis, pour qu'ils retirent leurs candidats, afin de rendre possible une solution au problème constitutionnel.

La Démocratie chrétienne devrait être la première à donner l'exemple.

Notre Commandement général est prêt à ordonner un cessez-le-feu unilatéral pour que se tienne la réunion.

Nous proposons qu'elle ait lieu le samedi 4 et dimanche 5 mars, à la Nonciature apostolique ou à l'Archevêché de San Salvador.

Nous restons dans l'attente de la réponse de Duarte à nos propositions.

Inquiétudes

Nous donnons ainsi une réponse positive à ce qu'a proposé Duarte. Cependant, nous voulons manifester notre inquiétude sur le fait que le contenu de certaines de ses propositions ne favorisent pas le cours positif que les événements avaient pris jusqu'à présent.

En ce sens, nous signalons :

1) Sa claire intention, également remarquée par les partis, de favoriser électoralement le Parti démocrate-chrétien (PDC). On compte, à ce sujet, sur l'appui des Forces armées.

La date du 30 avril, qui a déjà été proposée, et refusée à l'unanimité lors de la rencontre de Mexico, ne favorise que le PDC, facilitant les possibilités de fraude électorale.

2) Le manque de sérieux implicite dans le projet de cessez-le-feu unilatéral jusqu'au 1er juin 1989.

Nous ne voyons pas pourquoi, s'il y a disposition en ce sens, il ne pourrait y avoir accord et possibilité de négocier un cessez-le-feu définitif.

Il reste ainsi un doute sur la réalité de la volonté de concrétiser un véritable cessez-le-feu qui nous engage, tous, devant le peuple et le monde entier.

3) Dans la proposition de Duarte, on perçoit sa prétention inchangée à obtenir notre reddition. Or, il a déjà été démontré que c'est irréaliste, illogique et impossible.

Cette prétention est tout à fait manifeste, dans la proposition d'un ordre du jour fermé qui ne tient pas compte de nos propositions. ■

El Salvador, 27 février 1989.

Le Commandement général du FMLN

**Commandants :
Salvador Sanchez Ceren
Francisco Jovel
Shafick Jorge Handal
Eduardo Sancho
Joaquín Villalobos**

L'alternance impérialiste

LE 3 FEVRIER A L'AUBE, en quelques heures de combat, et avec moins de 200 morts, la dictature de l'homme qui assurait, "si Dieu me donne la santé, je resterai au pouvoir plus longtemps que Francisco Franco", s'est écroulée, pour tomber entre les mains d'un autre général, Andrés Rodríguez, son gendre et complice depuis 25 ans. Ce sont les luttes intestines de son régime, dans lesquelles l'impérialisme américain a joué un rôle significatif, qui ont renversé Alfredo Stroessner, le plus ancien dictateur d'Amérique latine. 178 ans après l'indépendance, il n'est donc pas du tout certain que se tiendront enfin les premières élections réellement démocratiques du Paraguay.

Le 11 février, à Asuncion, pour la première fois depuis 40 ans, 20 000 personnes ont manifesté à l'appel de l'opposition bourgeoise, pour exiger le report des élections, fixées au 1er mai par le nouveau dictateur.

Sergio CABRERA

"DEMOCRATIE", "paix", "respect des droits de l'Homme", sont rapidement devenus des paroles magiques dans la bouche de Rodríguez, qui était encore récemment un complice absolu de la plus vieille dictature militaire d'Amérique latine, instaurée en 1954. Le secteur de la droite opposé à Stroessner, l'a immédiatement qualifié d'*"homme ouvert au dialogue"*.

Le gouvernement nord-américain qui, il y a dix ans, accusait déjà Rodríguez d'être à la tête d'un "cartel paraguayen" du trafic de drogue et de contrebande, changea immédiatement de discours et se mit à voir en lui *"l'homme de la transition démocratique"*.

Origine des luttes internes

Stroessner s'installa au pouvoir en 1954, suivant la tradition des dictatures, inaugurée en 1776, par le "Suprême" José Gaspar Rodríguez de France, Carlos Antonio Lopez et son fils Francisco Solano Lopez, qui se succédèrent pendant 50 ans, et les nombreux autres dictateurs, civils ou militaires, qui prirent la relève. Au cours des années 40 et au début des années 50, les gouvernements du Parti "colorado" menacèrent les intérêts nord-américains, en progressant toujours davantage vers l'intégration économique entre l'Argentine de Peron et le Paraguay, d'abord de Morinigo, puis de Chaves, les prédécesseurs de Stroessner. Les principaux investisseurs étrangers du Paraguay étaient les Ar-

gentins, suivis des Anglais et des Français, à l'encontre des recommandations du Fonds monétaire international (FMI).

L'impérialisme yankee trouva l'occasion de changer la situation en découvrant les qualités du général Alfredo Stroessner Matiauda, membre du secteur le plus fascisant du coloradisme, et qui contrôlait l'état-major des armées.

Le 4 mai 1954, Federico Chaves fut donc renversé par un coup d'Etat avec Stroessner à sa tête parrainé par l'ambassade nord-américaine. A peine arrivé au pouvoir, le dictateur promulgua la loi numéro 246, qui établissait un traitement de faveur pour le capital nord-américain.

Pour donner une certaine marge de manœuvre au nouveau régime, les Etats-Unis inondèrent le Paraguay de crédits, qui furent investis, en partie, dans les travaux publics, mais surtout dans la corruption des hommes du régime.

Le *"grand anti-communiste"* (qui envoya des troupes à Saint-Domingue, en 1965, lors de l'invasion de l'île par les Etats-Unis) forma une autocratie qui vivait fondamentalement de contrebande, transformant le Paraguay en une grande boutique "détaxée", mais de moins en moins utile aux intérêts économiques nord-américains.

Au cours des années 80, les Etats-Unis durent trouver un nouvel interlocuteur : ce fut le secteur "traditionaliste" du Parti colorado au pouvoir, jouissant d'un grand appui de la part de l'armée. Depuis un certain temps déjà, l'actuel président de fait, le général Andrés Rodríguez, se détachait comme persona-

ge clé. L'approfondissement de la crise du modèle instauré par Stroessner et la grave crise économique que traversait le pays, donnèrent lieu à la formation d'une opposition toujours plus large, au sein et en dehors du parti.

Au moment de la farce électorale de février 1988, l'alliance bourgeoise regroupée dans l'Accord national (Parti révolutionnaire fébrériste, lié à l'Internationale socialiste, Parti libéral radical authentique de Domingo Laino, Mouvement populaire colorado, et Parti démocrate-chrétien) décida de ne pas y participer, leur base faisant pression en ce sens. Les raisons de ce refus de participation étaient évidentes : la loi électorale ne permettait pas à l'opposition de faire de la propagande à la radio, ni à la télévision ; aucun secteur dissident du Parti colorado n'était officiellement reconnu. Il y avait également d'autres clauses limitatives, mais qui ne touchaient pas directement les partis de l'Accord national : toutes les organisations de gauche et populaires, en général, étaient "illégalées", tout type de mobilisation, y compris de type électoral, était sévèrement réprimé par le pouvoir.

Durcissement de la dictature

La "réélection" de Stroessner, en 1988, fut entachée par 65% d'abstentions. La même année, les organisations de gauche, de leur côté, proposèrent et réussirent à constituer, la Coordination nationale pour des élections libres (CNEL), à laquelle participaient le Mouvement populaire démocratique, le Mouvement intersyndical des travailleurs, la Fédération des étudiants d'université du Paraguay, les Femmes pour la démocratie, l'Union des femmes paraguayennes, auxquels se joignirent aussi, formellement, les partis de l'Accord national, le Parti démocrate-chrétien s'en retirant ultérieurement. Après le coup de force de Rodríguez, le Mouvement populaire colorado (Mopoco) s'en retira également, pour répondre à son appel de reconstituer le Parti colorado, afin de présenter un front uni dans la perspective des élections annoncées pour le 1er mai.

Le durcissement de la dictature et les actions perpétrées par des corps paramilitaires comme le Groupe d'action anti-communiste (GAA) dirigé par le ministre de la Justice et du Travail, J. Jacquet, loin de faire reculer l'opposition dans le pays, la consolida. Malgré leurs luttes internes, les partis de l'Accord national réussirent à présenter un front de la bourgeoisie "civilisée", au moment où l'Eglise catholique, avec de larges secteurs partisans de la théologie de la libération, s'affrontait toujours plus fermement à la dictature. Les organisations de gauche et les organismes populaires se lancèrent, quant à eux, dans une mobilisation à travers tout le pays.

Lors de ce processus, le secteur "traditionaliste" dirigé par Rodríguez et les secteurs d'importateurs, d'exportateurs et de financiers liés au mouvement

économique international et, de façon étroite aux intérêts nord-américains, s'efforcèrent de l'accompagner et de lui donner une forme "équilibrée", en faisant quelques retouches de maquillage à la dictature de Stroessner.

Bloqués dans leur avancement par Stroessner, qui ne renouvelait pas le cadre des généraux, les rangs des officiers intermédiaires des Forces armées devinrent un nouvel élément important d'appui à tout projet "traditionaliste". Rodriguez faisait également partie de ces généraux (il contrôlait la garnison la plus importante du pays), mais il fut le seul de cette caste auquel Stroessner (considérant comme dangereuse sa fréquentation des "traditionalistes") ait demandé, peu de jours avant le coup d'Etat, de prendre sa retraite. Finalement tous les intérêts finirent par se fondre dans cette nouvelle situation et Rodriguez en vint à contrôler le pouvoir réel dans ce secteur du Parti colorado, confronté à des problèmes de répartition du pouvoir entre "militants" ou "stroessnériens".

Le piège électoral

Une fois Stroessner renversé, une des premières mesures prises par Rodriguez a été de convoquer des élections présidentielles dans un délai de 90 jours. Sur le plan international cela fut accueilli comme la "preuve indubitable d'un esprit de démocratisation". En fait, c'est tout le contraire. En opérant très rapidement, Rodriguez a réussi à regrouper les divers groupes dissidents du Parti colorado pour pouvoir faire front, avec succès, à une opposition encore faible à cause de sa situation sous la dictature. Celle-ci ne pourra d'ailleurs pas profiter de toutes ses possibilités électorales, car Rodriguez prétend appliquer la Constitution et la loi électorale de Stroessner, qui imposent des limites draconiennes à l'opposition.

Pour avoir refusé de participer aux élections frauduleuses, de 1988, les forces de l'Accord national sont effacées des registres électoraux que l'on prétend utiliser, et en vertu desquels leurs propres dirigeants ne pourront ni voter, ni être élus. Les conditions sont encore pires pour la gauche et les forces populaires, qui, dans la mesure où elles sont illégales, ne figurent même pas sur ces registres et ne pourront de toute façon pas participer aux élections, sans une réforme radicale de la loi électorale.

Le piège est en place. Avec une rhétorique démocratique, Rodriguez pourrait triompher sans aucune peine lors des élections du 1er mai, dans la continuité de la dictature de Stroessner, à peine retouchée. Sauf si, dans la période qui s'ouvre, la mobilisation populaire atteint un niveau tel qu'elle ne l'en empêche, impose le report des élections, le changement radical de la loi électorale et l'élimination de toutes les lois répressives encore en vigueur sous Rodriguez, comme auparavant sous Stroessner. ■

Combate

23 février 1989.

PEROU

Congrès de la gauche unie

AVEC 3 145 DELEGUES enregistrés, sur les 3 590 (représentant quelque 130 000 militants) qui avaient obtenu le droit d'y participer, le 1er congrès de la Gauche unie (IU), qui s'est réuni du 18 au 23 janvier à Huampani, près de Lima, est la plus importante des réunions politiques qui se sont tenues au Pérou ces dernières années.

Les principaux partis qui constituent l'IU sont le Parti communiste péruvien (PCP), l'Union nationale de la gauche révolutionnaire (UNIR, d'origine maoïste) et le Parti unifié mariatéguiste (PUM).

Fondé fin 1984, le PUM, qui avait 600 délégués au congrès d'IU, réunit plusieurs organisations de la gauche révolutionnaire, dont nos camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section péruvienne de la IVe Internationale, qui s'y sont intégrés en 1985.

Amauta, l'organe du PUM, tire le bilan de ce congrès.

AMAUTA

LA COALITION de la Gauche unie, forte de sept partis principaux et de multiples formations, était arrivée en deuxième place, avec 23% des voix, lors des élections de 1985, et c'est sans doute le front de gauche le plus important du sous-continent latino-américain.

Le congrès a élu Jorge del Prado, secrétaire général du PC depuis vingt ans, comme premier président de la direction collective d'IU, collectif de huit présidents qui occuperont, à tour de rôle, la direction du Comité national.

L'IU s'est ainsi vu consacrée comme la force la plus démocratique et la plus représentative du pays. Parmi les participants, on comptait 1 518 délégués provinciaux, élus par les congrès de base et représentant 48% de l'assemblée plénière, 692 délégués pour Lima, soit 22%, et 842 délégués qui formaient une représentation directe des

partis, il y avait également 54 membres de la direction et des commissions d'IU.

Maturité politique

Malgré des limites, surtout sur le thème des définitions tactiques, le niveau du débat et les motions adoptées, témoignent de la maturation politique d'IU et de la fin de l'étape de diplomatie et d'occultation des divergences. La direction élue l'a été massivement par le congrès et jouit d'un large consensus, ce qui gêne les réformistes impénitents. Dans cette direction, les trois principaux partis, le PUM, l'UNIR et le PCP ont chacun deux membres. Le Parti d'unification mariatéguiste a délégué son secrétaire général, Eduardo Caceres, et Javier Diez Canseco.

La Gauche unie se trouve à un moment clé de son histoire. Une réelle progression en direction de l'objectif de construction d'un front révolutionnaire de masse, dépendra de l'effort de sa direction nationale, de ses comités de base et de ses militants. Les masses sont en pleine lutte, et résistent à la politique économique et répressive du gouvernement de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) d'Alan Garcia. Les luttes en cours, que cela soit la grève paysanne qui a commencé avec les mobilisations de la province de l'Est, ou les luttes de diverses catégories de travailleurs, dont celle des



travailleurs de la Banque de la nation, ou encore la nouvelle phase du conflit dans les mines, et bien d'autres, exigent une direction politique révolutionnaire et unie. Ainsi, le succès du congrès sera couronné par la victoire du peuple et le progrès en direction de la révolution.

L'un des mérites majeurs du congrès est d'avoir su préserver l'unité d'IU. Après une intense confrontation politique, les tendances droitières qui visaient à une rupture avec la gauche, à l'image des partisans de Barrantes (ancien maire de Lima, et se voyant fort bien candidat indépendant pour les prochaines présidentielles), ou des militants du Parti communiste révolutionnaire (ex-maoïste) et d'autres courants réformistes, ont vu leurs tentatives rejetées par les délégués qui, au-delà de leurs divergences, tenaient surtout à préserver l'unité du congrès et d'IU.

Traité par certains de "insurrectionnaliste" et de "ennemi de la démocratie", le PUM a défendu avec fermeté ses propres positions politiques, lors du congrès.

Les propositions du PUM

Le PUM veut garantir une issue démocratique, populaire et nationale à la crise, ce qui implique de faire face, avec toute la décision nécessaire, au désordre et à la crise politique, en se fondant sur le développement et la centralisation du mouvement de masse. Une offensive réactionnaire qui a pour but d'arriver à la décapitation du mouvement populaire et à sa défaite préventive est en cours. Cela s'exprime dans l'approfondissement de la militarisation, dans les actions des groupes para-militaires et dans les manœuvres destinées à obtenir le remplacement du gouvernement

en pleine crise. La voie employée peut être un coup d'état à "blanc", assorti d'un cabinet civil et militaire (ce qui est le plus probable aujourd'hui) ou bien un putsch militaire ouvert.

Dans cette situation, nous devons lancer un plan d'action qui articule le renforcement des embryons d'auto-gouvernement et d'auto-défense populaires, avec une solution politique nationale. Cela implique de s'opposer à quiconque veut piétiner le droit du peuple à gouverner, d'exiger la démission du gouvernement et la convocation d'élections anticipées. De cette façon, nous fermerons le chemin à ceux qui, comme la droite ou le sendérisme (1), cherchent à précipiter une confrontation politico-militaire dans des conditions désavantageuses pour le mouvement populaire.

Centraliser la vague de grève

La Gauche unie doit promouvoir la centralisation de la vague de grèves à la campagne et en ville, avec comme objectif de créer les conditions d'une grève nationale qui puisse imposer des modifications substantielles à la politique économique suivie par le gouvernement, avec l'aval de la direction des partis les plus réactionnaires.

De faire l'offensive du gouvernement et de la droite, en préservant les conquêtes démocratiques, et imposer les revendications du peuple face à la crise, telle est la seule marche à suivre. Cependant, s'orienter vers la construction, à l'échelle de masse, d'une expérience d'auto-gouvernement, de pouvoir populaire et de conquête du gouvernement par IU, suppose de répondre dès aujourd'hui, et non après, à la situation dramatique du pays. Il ne peut y avoir aucun doute sur l'urgence de nous affronter à l'injustice, à la violence et à l'arriération qui viennent frapper les classes populaires. C'est pourquoi, le PUM propose au congrès national d'IU, autorité majeure des organisations de base de toute la Gauche unie, d'adopter un programme de lutte immédiate pour :

1) Faire face à la crise avec la proposition d'un programme démocratique, anti-impérialiste, dont l'axe sera de souligner que seul un gouvernement d'IU, qui exprime la plus large unité des forces démocratiques, populaires et patriotiques, sera capable de sortir le pays de la crise dans laquelle il se trouve. Les mesures d'urgence face à la crise, doivent être présentées comme faisant partie d'une alternative de gouvernement.

2) Faire échouer le plan de mesures libérales et les paquets de réformes appli-

qués par le gouvernement, en construisant un regroupement national qui fournisse une solution à la crise et impose les revendications des travailleurs et des peuples du Pérou par la lutte et la mobilisation.

3) Arrêter la progression et les prétentions de la droite néo-libérale, regroupée dans le Fredemo, qui veut se légitimer comme carte de rechange, et qui gagne du terrain, tout en se félicitant, à voix basse, de la brutalité avec laquelle la crise frappe le peuple.

4) Affirmer et préserver les libertés civiques et les conquêtes démocratiques, en garantissant une issue démocratique, nationale et populaire à la crise, en luttant contre la répression, l'impunité dans les violations des droits de l'Homme, la militarisation et les menaces de coup d'Etat.

5) Gagner des positions dans la lutte pour la pacification par la justice sociale, en combattant aussi bien la terreur de l'Etat et celle des bandes para-militaires, que la stratégie pentsériste qui mène à la militarisation, au putschisme et à la destruction des forces populaires.

6) Conquérir la régionalisation immédiate et l'élection des gouvernements régionaux en 1989, en utilisant cette lutte pour gagner les élections municipales afin, en particulier, d'ouvrir un espace à la présence populaire de la Gauche unie dans les zones secouées par la guerre, et préparer le triomphe en 1990.

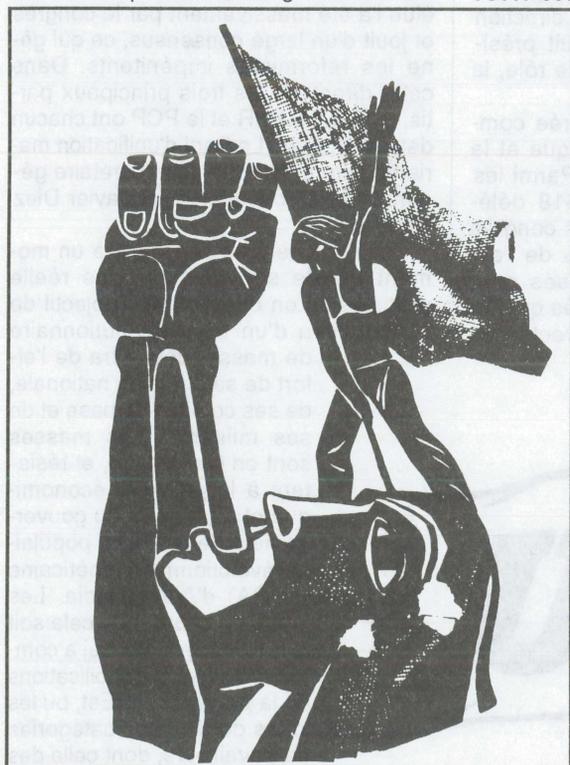
7) Renforcer les organisations de masse, la Confédération générale des travailleurs péruviens (CGTP) et ses fédérations ; les organisations d'habitants ; et les fronts régionaux, en impulsant leur centralisation et leur participation directe aux expériences de gestion populaire face à la crise, tout en affirmant et en généralisant l'exercice de l'auto-défense. Réorienter l'Assemblée nationale populaire (ANP), organisme de coordination des divers regroupements de masse, pour en faire une véritable instance d'articulation des forces populaires et sociales.

Relancer la Gauche unie

Avec cette offensive politique et sociale, nous nous proposons de relancer la Gauche unie, de la porter à la tête d'un ample regroupement populaire et national face à la crise, de défendre les espaces de démocratie, d'imposer les revendications du peuple et de préparer les forces des masses pour qu'elles obtiennent une victoire aux élections municipales de 1989 et dans la lutte pour un gouvernement de la Gauche unie. ■

Amauta
26 Janvier 1989

1) De Sendero luminoso : Sentier lumineux, organisation de guérilla d'inspiration maoïste qui a recours à des méthodes terroristes, y compris contre d'autres courants du mouvement paysan et ouvrier.



Hugo Blanco est libéré

LA CAMPAGNE internationale de solidarité avec Hugo Blanco et les autres dirigeants de la Confédération paysanne péruvienne (CCP) arrêtés le 9 février 1989, a atteint un premier objectif avec la libération de Hugo Blanco (voir *Inprecor* numéro 283 du 6 mars 1989), qui a été finalement relâché, bien après les autres, le vendredi 24 février. On connaît aujourd'hui des détails sur son arrestation et sa libération.

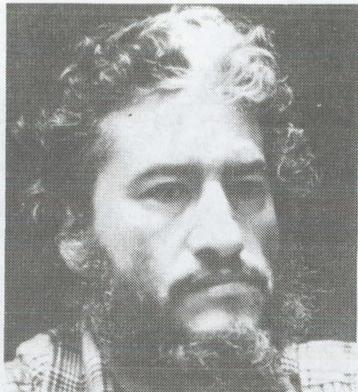
Pepe MEJIA

A PRES son arrestation à Pucallpa, faisant suite au mouvement de grèves paysannes dans la région, Hugo avait été conduit dans la capitale. Le 21 février, le procureur de Lima ordonnait sa relâche. Cependant, la police a ignoré cet ordre et tenté de le ramener de force à Pucallpa. La première tentative a échoué grâce à des manifestations à l'aéroport de Lima, qui ont empêché l'avion de décoller. Mais le lendemain matin Hugo fut renvoyé de bonne heure, à Pucallpa.

Hugo Blanco comparut devant le tribunal de Pucallpa le 24 février. Son avocat exigea l'abandon de toutes les accusations portées contre lui et sa libération, en argumentant qu'il n'y avait aucune preuve pour étayer les charges de "rébellion armée". Le procureur ordonna une nouvelle fois sa libération, sans mettre aucune restriction à sa liberté de mouvement. Selon Amnesty International, lorsque Hugo Blanco est apparu devant le juge, il portait des marques de coups, mais son état général était bon.

Une fois encore, notre camarade Hugo Blanco a donc pu échapper aux griffes des militaires, grâce à la solidarité internationale et la mobilisation au Pérou. Mais dans le climat actuel d'intense répression, le danger demeure et exige une vigilance continue et sans défaillance.

Depuis le 25 janvier dernier, les paysans de Ucayali, dans la région nord-est, se mobilisent pour exiger de meilleurs prix pour leurs produits et contre les taux



d'intérêts outranciers exigés sur les crédits. C'est dans ce cadre que le 9 février, la police avait brutalement investi la réunion au cours de laquelle Hugo Blanco, Luis Testa de la Torre, secrétaire général de la Fédération départementale des paysans de Ucayali et Lirenza de Alegria, épouse du dirigeant paysan Roldan Alegria, avaient été arrêtés. Mais si la pression internationale a obligé le président Garcia à reconnaître la détention de ces dirigeants, au même moment, 400 paysans étaient toujours détenus à la caserne militaire de Pucallpa.

Le bilan de ces événements est terrible : 10 morts, 26 blessés, dont 6 dans un état grave exigeant un transport d'urgence à Lima. Deux d'entre eux sont restés aveugles, un a dû être amputé d'une jambe, et vingt autres ont disparu.

Dans la nuit du 13 février, quatre balles dans le dos ont mis fin à la vie du dirigeant des mineurs Saul Cantoral. Les agresseurs étaient du commando Rodrigo Franco, groupe paramilitaire dont font partie des militants de l'APRA, au pouvoir, ainsi que des militaires et des policiers.

Le plan "coup pour coup"

Quelques jours avant les événements de Pucallpa, à l'aube du 30 janvier, le journaliste Juvenal Farfan Araya, frère d'un autre journaliste Odilon Farfan, menacé de mort par le commando Rodrigo Franco, était assassiné chez lui, de même que son épouse et ses 2 enfants.

Dans la première quinzaine de janvier, le président Alan Garcia a tenu une réunion avec les états-majors des trois armes, les ministres de la Défense, de l'Intérieur et de la Justice et le Premier ministre. Lors de cette réunion, 14 décrets secrets, imposés par les militaires et permettant la continuation de la guerre sale au Pérou, ont été approuvés. Au cours de cette même réunion a été profilé le plan "coup pour coup" qui consiste en l'extermination sélective des dirigeants politiques, syndicaux et d'opposition au régime, en général. Le cerveau de ce plan est le vice-ministre de l'Intérieur, Agustín Mantilla, responsable de la constitution et de l'armement des groupes paramilitaires.

Dans une interview accordée à *Navarra Hoy*, Hugo Blanco a expliqué la di-

mension de la répression : "la répression des gouvernements démocratiques a causé plus de morts au Pérou qu'au Chili". Et il ajoutait dans la *Brecha* de Montevideo : "la répression est terrible. De larges zones du pays sont en réalité sous un véritable gouvernement militaire. On utilise les actions entreprises contre Sendero Luminoso pour réprimer le mouvement populaire".

La paysannerie péruvienne souffre, comme d'autres secteurs sociaux, des fléaux dus à la crise économique. Les résultats en sont criants : le taux d'inflation est de 2 100%, la production est réduite de 7%, le pouvoir d'achat des travailleurs de 60%. A la campagne, 40 000 hectares ne sont pas semés, les prix se sont élevés à des niveaux fantastiques et le fantôme de la famine est devenu, depuis longtemps, une réalité vivante.

L'affrontement est inévitable

A cela s'ajoute les chiffres de la violence : 200 disparus en 1988, 12 000 morts en trois ans. Après la Bolivie et Haïti, le Pérou a le taux le plus élevé de mortalité infantile, qui atteint dans la population andine, 60,4 morts pour 1 000 enfants. Des enfants entre 6 et 14 ans sont déjà mis au travail et ils représentent 5,7% de la population active. En revanche, la couche la plus favorisée ne représente que 2% des 19 millions de Péruviens et concentre 19% des richesses entre ses mains.

Lors du 8e conseil de la CCP, les décisions suivantes ont été prises : "la tâche centrale est la mobilisation combative et conséquente des masses, fournissant les conditions pour aller vers une grève générale paysanne et la grève générale du peuple entier, afin d'obtenir des revendications concrètes, de mettre fin à ce gouvernement et de donner naissance à un gouvernement populaire révolutionnaire, basé sur les forces des organisations de masse et sur leurs capacités d'auto-gouvernement."

Le gouvernement est bien décidé à briser cette organisation populaire.

Au Pérou la gauche révolutionnaire, dans l'ensemble, est en train de se renforcer, mais l'extrême droite se renforce également. Cette polarisation des forces nous fait prévoir l'approche d'un choc frontal, dont on ne sait comment il va se terminer : soit par une défaite, dans un nouveau coup à la Pinochet, soit par le triomphe partiel ou total du mouvement populaire. Mais ce qui paraît inévitable, c'est l'affrontement.

En août dernier, Hugo Blanco déclarait : "si le pays et la solidarité internationale ne se mobilisent pas à temps, nous verrons un Pérou transformé en l'Argentine de l'époque des militaires." ■

Combate
23 février 1989.



FEMMES-TURQUIE

Féminisme et islamisme

AVANT LE COUP D'ETAT de septembre 1980, des milliers de femmes militaient dans les rangs de groupes de gauche et d'extrême-gauche, aussi bien que dans les groupes intégristes et fascistes. Mais la question de l'oppression des femmes n'avait jamais été réellement discutée, étant soit simplement ignorée, soit reléguée au second plan au nom d'autres "priorités". Ce n'est qu'avec l'apparition d'un mouvement autonome des femmes, au milieu des années 80, que cette question a pu s'imposer à l'ordre du jour, grâce, notamment, à des publications féministes comme *Kaktüs* ou *Feminist*.

La question de l'oppression des femmes est même venue à l'ordre du jour du mouvement islamiste, qui s'en est emparé... "à sa manière". Des militantes islamistes ont, par exemple, organisé une série d'actions spectaculaires dans tout le pays, pour protester contre l'interdiction du port du foulard, symbole d'appartenance islamique, dans les universités ; ou pour exiger des autobus "non-mixtes", afin de lutter contre le harcèlement sexuel dans les transports en commun. Une partie de ces militantes islamistes ont, par ailleurs, commencé à revendiquer, au sein de leur mouvement, une plus grande égalité entre l'homme et la femme.

Cette année, le 8 mars a été l'occasion d'une confrontation symbolique indirecte entre le mouvement féministe et les femmes islamistes. Alors que les féministes célébraient le 8 mars en manifestant contre les discriminations salariales et la violence contre les femmes, des milliers de femmes islamistes défilaient en tchador, pour protester contre l'interdiction du port du foulard (dénommé pudiquement "turban") ... mais aussi aux cris de "à mort Rushdie !"

Nous publions, ci-contre, des extraits d'un article paru en Turquie, dans la revue féministe socialiste *Kaktüs*, qui se penche sur ce problème et qui a suscité un vif débat avec les femmes islamistes. Nous reproduisons également de larges extraits de ce débat, publié dans la même revue.

Sedef ÖZTÜRK

DANS LES ARTICLES traitant de "la femme et l'islam", la tendance générale est d'étudier les versets du Coran sur la femme, en défendant ou infirmant certaines thèses pré-établies. Même si l'étude des textes sacrés n'est pas inutile, je ne pense pas qu'il soit indispensable de faire référence au Coran pour s'exprimer sur l'impact de la religion sur la vie quotidienne et sur l'oppression des femmes.

Cela pour deux raisons :

Premièrement, toutes les religions, (...) qu'elles soient monothéistes ou polythéistes, ont toujours considéré la femme comme une créature inférieure à l'homme, ou du moins, ont essayé de la réduire à son rôle de "femelle reproductrice". De ce point de vue-là, dans son discours idéologique et ses formes d'intervention dans notre vie quotidienne, l'islam est tout à fait semblable aux autres religions.

Deuxièmement, même si la rhétorique idéologique du mouvement islamiste qui s'organise, s'inspire du Coran, elle est, aujourd'hui, beaucoup plus influente que le Coran lui-même ; on ne peut pas parler d'une influence du Coran "en tant que tel" dans les traditions et coutumes.

Au-delà du Coran

En fait, l'islam ne se présente qu'imprégné de tout un système social et mélangé à d'autres idéologies. Par conséquent, nos interlocuteurs dans cette discussion, ceux dont nous devons analyser les thèses sur les femmes et que nous devons critiquer, sont les épigones de l'islam, plutôt que les textes sacrés.

J'ai dit, ci-dessus, que l'islam n'était pas différent des autres religions. Il est clair que les islamistes vont immédiatement s'opposer à cette assertion. Le quotidien islamiste *Zaman* ("Le Temps", plus de 200 000 lecteurs, ndlr) publie régulièrement une rubrique sur la "question femme". Dans presque tous ces articles, on prétend que Dieu a, en fait, créé l'homme et la femme sur un pied d'égalité en tant que sujets et que le Coran protège les femmes. Toutes les inégalités qui existent, l'oppression et l'exploitation, sont des injustices dont sont responsables le patriarcat, le capitalisme et les autres religions, soit, en un mot : l'Occident.

Dès que notre société sera débarrassée de ce carcan et sera réorganisée sur le modèle islamiste, l'oppression des femmes disparaîtra automatiquement. Car, d'après eux, la femme est opprimée à cause de la prostitution, de l'exploitation au travail et parce qu'elle ne peut pas se voiler comme elle le veut. (...)

Prenons par exemple la double confrontation, entre nous, les féministes et les islamistes radicaux, d'une part ; et entre ces mêmes islamistes radicaux et l'Etat turc, d'autre part. Notre Etat, laïc mais musulman, en pleine oscillation entre sa tradition kémaliste et l'idéologie islamiste (voir encadré ci-contre), a tout d'un coup décidé d'interdire le port du

foulard dans les universités. Les groupes islamistes radicaux ont commencé à organiser des actions de protestation contre cette interdiction et pour défendre leurs droits démocratiques : "L'Etat ne doit pas se mêler de la liberté de l'habillement des citoyens !"

Avant d'analyser ce cas concret où les islamistes et l'Etat se sont "confrontés", il serait peut-être utile de vérifier le degré réel de l'antagonisme entre l'Etat et les islamistes.

L'Etat et l'Islam

Depuis près d'un millénaire, nous vivons avec l'idéologie islamique. L'Islam était la référence dominante dans la société féodale. Dans le capitalisme et sous l'Etat républicain laïc, il a été emprisonné dans la sphère culturelle et a été tenu à l'écart des sphères économique et politique. A partir des années 50, et de l'éviction des kémalistes du gouvernement par le Parti démocrate (DP), l'idéologie islamiste a repris sa place sur le devant de la scène à différents niveaux, à travers les sectes, dans les partis politiques et au gouvernement.

Il est clair, par ailleurs, que depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, nous vivons un processus accéléré d'islamisation. Le Premier ministre Özal n'oublie pas de faire référence à Allah dans chacun de ses discours. Dans les déclarations gouvernementales, on va jusqu'à sous-entendre que

même les hausses de prix sont de volonté divine !

Mais en même temps, nous vivons une époque où les relations avec le capitalisme mondial sont les plus intenses et où le capital étranger pénètre même jusqu'au cœur de nos foyers. La presse et les "démocrates" s'interrogent sur les quelques contradictions qui existent entre le Parti de la mère-patrie (ANAP), au pouvoir, musulman, nationaliste, conservateur et à fond partisan du "capitalisme profiteur", et les tenants d'un islam "plus orthodoxe". Les musulmans se plaignent des tortures qu'ont subies les jeunes islamistes, après le coup d'Etat, et de l'interdiction du port du foulard à l'Université. Il est vrai, après tout, que même eux ont été effleurés par la répression militaire...

Même si l'on essaye de nous faire croire, dans le cadre d'un discours général sur la démocratie, que les islamistes ont de grandes divergences avec le pouvoir, à mon avis, le seul point où ils s'opposent réellement au gouvernement de l'ANAP, c'est leur malaise du fait que la tradition kémaliste de l'Etat ne soit pas encore totalement détruite. Que l'on renonce au laïcisme et que l'on applique la Shari'a (1), et nos islamistes n'auront plus aucune raison de s'opposer à l'ordre existant.

Quant à la question du port du foulard : je suis opposée à ce que l'Etat se mêle de l'habillement des citoyens. Et je défends le droit de chacun de s'organi-

ser librement dans tous les domaines. Ainsi, si les islamistes veulent s'organiser, qu'elles le fassent, qu'elles luttent pour porter le foulard. Mais c'est uniquement ce droit que je défendrai, pas le fait qu'elles portent le foulard. Ne pas voir la nuance entre ces deux positions serait une grave erreur d'analyse. Ceux qui ont ainsi défendu la présence des islamistes enturbannés dans les écoles, "au nom de la démocratie", se sont placés sur le terrain des islamistes.

Ce que je pourrais dire à des femmes qui veulent porter un foulard serait : "Vous devez certes vous aussi, mais pas seulement vous, avoir le droit de vous organiser au sujet du port du foulard ou dans d'autres domaines. C'est tout. Mais c'est d'autre chose que j'aimerais que nous discutions. Vous êtes-vous déjà demandées dans quelle mesure le fait de se voiler contribuait à l'oppression de la femme et à réduire la sexualité au simple rôle de reproduction ?"

Pour moi, le dialogue avec les femmes islamistes n'a de sens que dans la mesure où cela nous permet de leur expliquer les concepts du féminisme, les perspectives de la lutte, et dans quelle mesure l'Islam ne permet pas de résoudre les problèmes des femmes ; de discuter avec elles de notre oppression commune ; et de nous expliquer mutuellement comment nous vivons notre situation de femme. Mais il ne s'agit nullement de faire l'unité d'action avec elles, "au nom de la démocratie", concept plus ou moins confus.

Les réformes kémalistes

Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938), le "Père de tous les Turcs", général de l'armée ottomane, a été le principal dirigeant du mouvement national turc et le fondateur de la République de Turquie, proclamée en 1923 sur les ruines de l'ancien Empire. Devenu président de la République, il se débarrassa de ses alliés islamistes qui l'avaient aidé à combattre l'occupant grec, réprima le mouvement ouvrier embryonnaire et massacra les Kurdes. Il a créé un régime nationaliste-populiste, quasi totalitaire, avec un parti unique, à la base du développement d'un capitalisme d'Etat. Le pouvoir kémaliste a réalisé une série de réformes "modernistes" et occidentalistes, comme l'adoption des poids et mesures et du calendrier occidental, l'abandon de l'alphabet arabe en faveur de l'alphabet latin, l'interdiction du fez (le couvre-chef traditionnel) et l'adoption de la casquette et du chapeau. Mais les réformes les plus sérieuses et radicales ont été réalisées dans le domaine de la laïcisation de l'Etat, avec l'abolition du califat, l'unification de l'enseignement, l'adoption d'un nouveau code civil, basé désormais sur le modèle suisse. Dans ce cadre, le nouveau régime a également pris quelques mesures, quoique superficielles, pour promouvoir l'égalité des sexes, en supprimant notamment la polygamie ainsi que le port du voile et du tchador. Les femmes ont par ailleurs obtenu le droit de vote et d'éligibilité, au niveau municipal dès 1930, et aux élections législatives, en 1934. L'Etat turc, et surtout l'armée sont réputés être garants des réformes kémalistes contre les "vétilités réactionnaires de l'Islam". Mais à partir des années 40, les cadres politiques se sont de plus en plus appuyés sur les sectes religieuses pour asseoir leur pouvoir, le projet d'éradiquer l'Islam par la force ayant échoué. Et c'est d'ailleurs dans les années 80, sous le régime des militaires, "les kémalistes authentiques", que l'Islam a connu son plus grand essor. En effet, tout en s'opposant à certaines revendications, jugées trop "excessives", des islamistes radicaux, le régime du général Evren s'est appuyé sur l'idéologie religieuse et les cadres islamistes "modérés", pour tenter d'effacer toute influence de la gauche et du nationalisme kurde (voir *Inprecor* numéro 238 du 16 mars 1987).

Autobus non-mixtes

Un autre exemple concret a été la campagne pour des "autobus spéciaux réservés exclusivement aux femmes". Regroupées autour de la revue *La femme et la famille*, les islamistes ont pris comme point de départ le harcèlement sexuel dont sont victimes les femmes dans les transports en commun (surtout les autobus municipaux bondés), et ont lancé une campagne pour réclamer des autobus réservés exclusivement aux femmes.

L'objectif était très clair : à la lumière de l'idéologie islamique qui cherche par tous les moyens à tenir les femmes éloignées des hommes et à les voiler, on veut tout simplement séparer les "sphères d'existence" de la femme et de l'homme. Dans un pays qui a connu la tradition du harem et où les femmes n'ont pu participer à la vie sociale qu'à partir des années 20, après la proclamation de la République, c'est une revendication sérieusement "rétrograde".

Certaines féministes ont fait une analyse erronée à ce sujet (...) et ont soutenu cette campagne en disant "qu'il y a certainement des raisons valables qui poussent les femmes à revendiquer

1) La Shari'a est la loi religieuse comprenant l'ensemble des obligations procédant du Coran et de la Sunna (tradition des enseignements du prophète). Elle embrasse tous les aspects de la vie individuelle et collective des musulmans.



des autobus non-mixtes". Je suis d'accord pour dire que sur beaucoup de points, il est très difficile pour les femmes de vivre en compagnie des hommes. Mais revendiquer la séparation dans les transports en commun, en partant de cette constatation, me semble, en tout cas pour des féministes, relever d'une erreur de conception.

C'est précisément parce que nous sommes contre la place qu'occupent actuellement respectivement la femme et l'homme dans la société, parce que nous ne voulons plus être ni opprimées, ni humiliées, ni agressées, ni violées, que nous devons empêcher les hommes de nous faire cela. Mais pour y arriver, nous ne devons pas séparer notre sphère de vie de celle des hommes, mais lutter dans le même espace, pour créer un monde où les hommes ne pourraient plus avoir de tels comportements.

Certes, il est vrai "qu'il y a certainement des raisons valables qui poussent les femmes à revendiquer des autobus non-mixtes", mais je pense aussi que les femmes islamistes qui mettent en avant cette revendication ne sont pas réellement préoccupées par ces considérations, mais agissent plutôt avec une stratégie de mise sur pied, par étapes, d'un mode de vie islamique. D'aucuns peuvent dire qu'il s'agit là d'une vision conspiratrice de l'histoire, mais les islamistes défendent eux-même cette stratégie de conquête par étape d'une façon si explicite, que si conspiration il y a, ce n'est pas moi qui l'aurait inventée.

Réfléchir aux conséquences...

Une autre leçon à en tirer c'est qu'en étudiant chaque revendication, il faut prendre en considération ses conséquences pratiques. Admettons que la revendication d'autobus séparés ait été acceptée par la mairie (certains maires proches des islamistes ont d'ailleurs réagi favorablement, ndr) et qu'elle mette en service des bus séparés pour hommes et femmes. Quelle serait la situation des femmes qui voudraient monter dans les mêmes bus que les hommes ? Il est déjà difficile pour une femme d'avoir une vie publique ; quel que soit votre métier, les regards se portent d'abord sur vos jambes ou sur votre décolleté. Sachant qu'il en est déjà ainsi, nul besoin d'être devin pour imaginer de quel nom seront traitées les femmes qui voudront, malgré tout, vivre en compagnie des hommes, dans un monde où les sphères de vie seraient séparées. (...)

Quant à ce que disent les femmes islamistes (certains les qualifient même de "féministes") qui sont issues du mouvement islamiste et qui veulent une réforme de l'islam... voici comment on pourrait résumer leur point de vue :

L'histoire doit être révisée et l'on doit restituer à la femme, qui a été exclue de la scène historique à cause des commentaires partiels des hommes islamistes, sa place dans la vie sociale. La mission historique des femmes serait alors d'utiliser toutes leurs forces en faveur de leur propre affirmation et créativité, c'est-à-dire, en même temps, avoir des enfants, écrire des poèmes et faire des discours. La femme doit à la fois être un soutien pour l'homme (en tant que mère, épouse ou sœur) et accomplir sa mission de se réaliser elle-même.

L'islam au féminin ?

La principale revendication qui est exprimée dans les colonnes du journal *Zaman*, sous diverses plumes féminines, avec des nuances et des degrés de militantisme différents, est la suivante : "Participer à la vie sociale, afin de pouvoir défendre un islam plus orthodoxe et égalitaire pour les femmes".

Certains de ces auteurs attirent plus particulièrement l'attention sur l'oppression des femmes qui vivent cloîtrées à la maison, au service de l'homme. Plusieurs de leurs propositions vont dans le même sens que celui des féministes. Mais ces femmes islamistes sont très pointilleuses sur le fait de ne pas être confondues avec les féministes, car elles les considèrent (dans le meilleur des cas) comme des femmes qui revendiquent la liberté sexuelle, parce qu'elles réagissent d'une façon erronée face à l'exploitation des femmes par l'Occident.

Pour ma part, je considère que la lutte des femmes islamistes pour participer à la vie sociale, ne serait-ce que dans des domaines limités, et pour réécrire l'histoire, est une chose très positive. Même si cela n'apporte que peu de choses au mouvement de libération des femmes en général, en termes de propositions d'analyses ou de moyens de lutte, c'est un combat très important pour les femmes islamistes elles-mêmes. En tant que féministe, qui est parfaitement consciente que notre libération dépend d'une lutte quotidienne dans tous les domaines de la vie, je pense qu'il est positif que parmi les islamistes, se trouvent également des femmes qui remettent en question la domination masculine. Elles se sont attelées à une tâche difficile et pleine de contradictions, mais je pense que ces contradictions auront un effet positif. Au moment où leur révolte contre l'oppression en tant que femme, se heurtera à la résignation islamique, certaines d'entre elles, même en petit nombre, pourront se radicaliser encore davantage et peut-être, un jour, verrons-nous des femmes islamistes soutenir, par exemple, notre campagne sur les "femmes battues".

Ce jour là serait certainement un jour de joie pour nous toutes. ■

**Kaktüs, numéro 2
Juillet 1988.**

Réécrire l'Islam au féminin

AU NOM DE DIEU, le clément, le miséricordieux,

NOUS VOULONS vous répondre au sujet des articles publiés dans les revues *Feminist* et *Kaktüs*. Nous sommes un groupe de femmes musulmanes, en désaccord avec le statut des femmes dans notre société et ses structures, et qui luttons pour les abolir. Nous avons déjà exprimé nos idées sur la question des femmes dans certaines pages du journal *Zaman*.

Il s'agissait d'articles qui se penchaient sur l'acquis théorique du féminisme, tel qu'il s'est manifesté en Turquie et dans le monde, et qui utilisaient cet acquis d'une façon productive. Ils exprimaient certaines critiques, à la fois contre le féminisme et la façon dont les musulmans, en Turquie, conçoivent la question des femmes.

Les acquis du féminisme

Il était, il est encore, naturel qu'en remettant en cause notre situation, notre condition de musulmanes et de femmes, nous nous servions des acquis du féminisme ou que nous ayons des points communs avec les féministes. Car où que vous alliez, quelle que soit la période historique que vous étudiez, il est possible de trouver des phénomènes communs comme l'idéologie dominante mâle, le sexisme et l'oppression de la femme. Et il est triste de constater que les musulmans, en commençant par ceux de notre espace géographique, n'en soient pas exempts. Nous sommes peut-être même, obligées de souligner qu'en comparaison avec les femmes qui se trouvent dans d'autres conditions de vie, pour nous, les musulmanes, s'y ajoutent des conditions défavorables supplémentaires, dues à d'importants facteurs traditionnels et religieux.

Mais pour que vous compreniez mieux, il nous faut tout de suite préciser, qu'en parlant de facteurs religieux, nous faisons référence à des facteurs qui ont été créés à travers une exégèse particulière de la religion. Ils ne proviennent donc pas de la religion en elle-même. Mais le résultat reste identique : en tant que femmes, nous avons toutes vécu le même processus, sous des formes différentes, et nous continuons à le vivre.



Manifestation des femmes islamistes pour le port du foulard, le 8 mars 1989, à Istanbul (DR)

Plus particulièrement, les femmes qui militaient dans des groupes de droite et de gauche ont vécu et vivent encore des situations semblables.

Ainsi, nous sommes donc favorables à une meilleure compréhension et analyse de ce processus et à sa transformation. Être socialiste, laïque ou musulmane n'offre aucune garantie qui mette à l'abri de l'oppression en tant que femme. Nous n'avons aucune gêne à parler le même langage que d'autres femmes ou des féministes, puisque nous sommes toutes des créatures opprimées.

Cela ne nous a pas gênées, car nous savions et savons ce que nous étions et ce que nous sommes. Nous sommes seulement des musulmanes. La maxime du musulman est *la ilahe illallah* (il n'y a de dieu que Dieu). Ayant cette foi comme point de départ, nous n'attendons pas de vous que vous puissiez comprendre la façon dont tout musulman, homme et femme, conçoit la liberté individuelle, ce qu'il comprend de la liberté en général.

Jugements à l'emporte-pièce

De ce point de vue, défendre la revendication de liberté telle que la conçoivent les féministes, serait avant tout, en ce qui nous concerne, nous renier, et personne ne doit s'attendre à cela de notre part. Il n'est donc pas concevable que nous puissions nous reconnaître dans des étiquettes comme "*féministes*", "*féministes en foulard*", ou "*féministes islamistes*", dont on nous affuble. Nous nous intéressons aux femmes dans leur globalité, et à toute la complexité des problèmes qu'elles rencontrent en tant que femmes. Nous n'avons pas de temps à perdre avec les épithètes artificielles et les jugements à l'emporte-pièce.

Ce que nous voulons vous rappeler, c'est qu'en vous adressant à un mode de vie et de pensée que vous n'avez jamais voulu, ni même cherché à comprendre, et lorsque vous lui tenez un discours axé sur le thème : "*vous ne pouvez pas sau-*

ver les femmes, la libération de la femme est notre monopole à nous", cela ne vous permettra malheureusement pas de sauver les femmes. Nous estimons que l'attitude qui consiste à vouloir "*sauver les femmes, contre leur gré*" est non seulement anti-démocratique, mais aussi nuisible aux femmes.

"Les féministes représentent l'ordre établi"

Vous autres qui remettez en cause la représentation actuelle de la femme, la condition de la femme telle que fabriquée par l'idéologie dominante mâle, articulée au capitalisme, vous voulez la remplacer par une autre image de la femme, modèle *unique*, fabriquée par vos soins et qui sera en fait, une nouvelle représentation créée de toutes pièces.

En faisant cela, en tant que mouvement féministe, vous profitez allégrement de l'avantage d'être des représentantes du type de discours qui assoie de plus en plus son pouvoir en Turquie. N'avez-vous pas, en effet, le discours de personnes qui veulent accéder à un pouvoir, qui veulent se multiplier, être reconnues et approuvées ? Votre objectif en dialoguant avec les femmes n'est-il pas, au delà de la volonté d'échange et de discussion sur l'oppression commune, d'apprendre et d'enseigner à vos disciples féminins, les concepts du féminisme et les perspectives de lutte, et surtout, que seules les féministes pourront leur apporter le salut et qu'aucune idéologie ni religion n'est apte à le faire !

Il est clair qu'avec un tel point de départ, il est impossible d'être solidaires et d'agir ensemble. Lorsque vous parlez de "solidarité avec les femmes", nous comprenons qu'il s'agit là, pour vous, d'une série d'actions qui pourront vous servir à organiser votre pouvoir. Vous êtes pour la libération des femmes, mais uniquement avec les méthodes et les formes que vous avez choisies. Dans ce contexte, il n'est pas difficile pour nous de comprendre l'attitude négative que vous avez développée au sujet de la "cam-

pagne pour des autobus réservés aux femmes". Votre prise de position, au lieu d'être l'attitude politique d'un mouvement de femmes, reflète plutôt la place que vous occupez dans l'ordre établi. (...)

Ceci dit, si vous voulez réellement faire "*une analyse concrète de la situation concrète*", il vous faudra tenir compte du simple fait qu'une composante importante, et d'une importance non négligeable, de la "*situation concrète*" que vous devez analyser, est constituée de femmes musulmanes. Nous aimerions vous signaler qu'il serait souhaitable pour le bien des femmes, que vous ne l'oubliez pas. Par conséquent, le mouvement féministe, tout comme

le mouvement socialiste, d'ailleurs, devrait se différencier de l'idéologie jacobine, moniste et républicaine laïque, c'est-à-dire du kémalisme. (...)

Maintenant, s'il faut parler avec vos mots à vous, et en admettant même qu'il y ait une contradiction entre notre foi musulmane et notre rejet de l'oppression en tant que femmes — et quitte à vous faire de la peine, nous devons préciser que nous n'en voyons, heureusement, aucune ! — c'est là un problème qui nous appartient entièrement. Dans la même mesure où votre profond attachement à un phénomène comme la mode, créé par les normes vestimentaires de la consommation capitaliste, ainsi que votre habillement et vos costumes qui vous maintiennent dans le rôle traditionnel de femmes, sont votre problème, en revanche, le fait de savoir si notre foulard nous enferme ou pas dans notre rôle de reproductrices et dans notre sexualité, est notre problème à nous.

Que disons-nous ?

Ajoutons ceci pour les féministes socialistes : nous n'avons, à aucun moment, pensé utiliser, dans le but de calomnier le mouvement féministe, les contradictions qui existent, et qui ne disparaîtront jamais, entre le féminisme et le socialisme. Et nous n'interprétons nullement ce que nous disent les féministes socialistes en le réduisant à ces contradictions. La façon dont l'islam conçoit la question des femmes ou le féminisme est notre problème. Donc, de grâce, cessez ce monologue, ras-le-bol. Que disons-nous, c'est vrai, au juste, y avez-vous jamais réfléchi et essayé de le comprendre ? Si oui, s'il vous plaît, dites-le nous, mesdames... ■

Un groupe de femmes musulmanes d'Ankara

**Kaktüs, numéro 4
Novembre 1988**

L'impasse des islamistes

LA CRITIQUE qu'un groupe de femmes islamistes d'Ankara nous a envoyée, a été très utile, car elle a permis de clarifier certains points qui en avaient besoin.

Sedef ÖZTÜRK

DABORD, il est devenu clair que la référence idéologique de base des femmes islamistes (j'évite volontairement de les appeler musulmanes, car il y a là une nuance importante dont je parlerai plus loin) était bien, avant tout, la religion islamique. Par conséquent, les remises en question, en tant que femmes, des interprétations et pratiques religieuses, ont une limite qui est celle tracée par l'islam lui-même. En revanche, nous partageons totalement leur affirmation selon laquelle "être socialiste, laïque ou musulmane n'offre aucune garantie qui vous mette à l'abri de l'oppression en tant que femme", et il s'agit peut-être là, de la seule base possible d'éventuelles actions communes avec les femmes islamistes. Mais au-delà de ce point, nos chemins se séparent sérieusement.

Clarification

J'estime qu'il n'est pas nécessaire de répondre en long et en large aux accusations selon lesquelles nous voudrions monopoliser la libération des femmes, nous nous arrêterions à des "épithètes artificielles" ou nous représenterions "un type de discours qui assoit de plus en plus son pouvoir en Turquie". Il s'agit d'assertions dues à des mouvements d'humeur qui peuvent facilement être démenties par une étude attentive de nos écrits et par une analyse de la structure politique et sociologique du pouvoir en Turquie.

A mon avis, les points qui doivent être éclaircis sont autres :

Le subjectivisme : une conception basée sur l'idée que chaque musulman va avoir une interprétation différente de la religion, et que nous devons faire une analyse séparée des idées de chaque individu croyant (et c'est cela que les femmes islamistes revendiquent en nous posant la question "Vous êtes-vous demandées ce que nous voulions exprimer?"), révèle un subjectivisme

sans intérêt que nous rejetons. Pour pouvoir analyser la religion en tant qu'idéologie, les relations de pouvoir qu'elle intègre et alimente, son sexisme, ainsi que le rôle mystificateur qu'elle a endossé au long de l'histoire des sociétés humaines, nous sommes obligées d'avoir recours à des critères objectifs. C'est le seul moyen de comprendre l'idéologie et les références sociales qui se cachent derrière les mots des textes sacrés.

En résumé, nous avons une analyse de la religion et nous n'allons pas la changer parce qu'un groupe de femmes, même s'il s'agit de musulmanes, se sont mises à remettre en cause leur condition de femmes. D'ailleurs, leur profession de foi : "nous sommes avant tout des musulmanes", montre qu'une telle modification n'est pas nécessaire. Le problème des femmes musulmanes n'est pas la religion islamique, ce sont les interprétations partiales des hommes musulmans.

Quant à nous, nous pensons que, bien au-delà de l'interprétation partielle de la religion par les hommes, ce sont les concepts-mêmes de la religion qui sont sexistes, et qu'historiquement, l'idéologie religieuse a largement contribué au processus d'institutionnalisation du sexisme, en s'articulant aux relations de production qui se basent sur l'exploitation et l'oppression.

Musulmans et islamistes : On nous rappelle que si nous voulons faire une "analyse concrète de la situation concrète, 90% de notre situation concrète est faite de femmes musulmanes". L'identité de musulman est une identité que, mis à part les individus appartenant aux minorités religieuses, toute personne vivant au sein des frontières de la République de Turquie "acquiert" dès la naissance. Pour une grande partie de la population et surtout sa moitié urbaine, le fait d'être musulman ne disparaît que lors des fêtes religieuses, le vendredi (jour saint pour les musulmans, ndlr), lors des cérémonies nuptiales ou funéraires.

La religion en question

La grande majorité ne souhaite pas envoyer ses enfants aux cours coraniques, porter le tchador, voir les hommes se promener avec des calottes sur la tête et de larges pantalons orientaux, les femmes marcher trois pas derrière les hommes, ni que soient appliquées les lois de la Shari'a, etc. Seule une petite minorité qui constitue la forme nouvelle, politisée, de l'islam, c'est-à-dire les groupes politiques islamistes radicaux, font de telles propositions. Par conséquent, celles qui nous rappellent ce qu'est notre "situation concrète", ne doivent pas oublier ce qu'est la leur. Oui, la grande masse est musulmane, mais pas islamiste. Si les femmes islamistes me permettent de les taquiner : dans ce

contexte, "votre situation ne vaut pas mieux que la nôtre !"

Le laïcisme : On nous demande de nous différencier de l'idéologie laïciste du kéralisme. Or, s'il y a une chose que nous pouvons reprendre du kéralisme, sans réticence aucune, c'est bien le laïcisme. Car c'est le seul outil légal dont nous disposons pour empêcher que la religion n'étende son emprise sur tous les domaines de la vie, y compris à travers les lois. Nous sommes obligées de nous opposer à cette emprise, dans la mesure où elle menace surtout la vie des femmes et consolide leur situation sociale de seconde zone. Nous devons défendre le concept du laïcisme tel qu'il existe, en y ajoutant une critique de la religion, en tant qu'idéologie.

L'exemple iranien

L'exemple effrayant de l'Iran est toujours devant nos yeux, avec toute sa virulence. L'opposition qui s'est appuyée sur la religion dans sa lutte contre le Chah, et avant tout les milliers de femmes qui ont manifesté dans la rue pour le tchador, ont payé très cher le prix de cette grave erreur, et se sont retrouvées dans les geôles de Khomeyni ou au front, lors de la guerre contre l'Irak. La faiblesse de l'analyse sur le potentiel d'expansion de l'idéologie religieuse et sa capacité à se saisir du pouvoir, a permis la création d'une société où les femmes sont cloîtrées chez elles, enfouies sous des tchadors ; où elles doivent envoyer leurs enfants au front pour la "guerre sainte", dès l'âge de 13 ans ; où sans aucune autre forme de procès, les Gardiens de la révolution violent les domiciles et assassinent les gens sous prétexte qu'ils boivent de l'alcool. Beaucoup d'acquis sociaux et culturels ont ainsi été anéantis. Le prix à payer pour une ferveur religieuse déchainée est, en effet, très élevé.

Les libertés : Lorsque je parlais, dans mon précédent article, de la question du port du foulard, j'avais précisé que je ne pouvais défendre le fait que les femmes mettent un foulard, mais seulement, si elles le souhaitent, leur droit de défendre ce droit, et que c'était l'attitude "démocratique" qui me semblait la plus adéquate. Si une femme veut se voiler, on ne doit pas la déshabiller de force. Cependant, le concept de "choix individuel" a certaines limites. On ne peut invoquer ce "libre choix individuel" lorsque des fillettes de 6 ans sont envoyées aux cours coraniques, la tête enturbannée. Elles ne sont pas en mesure de choisir quoi que ce soit, elles y sont forcées. Dans les écoles, les cours de religion ne sont plus des cours à option, mais des cours obligatoires. Les écoliers n'ont donc plus la liberté de choisir ces cours, ils sont contraints d'apprendre par cœur les sourates du Coran. La religion est un réel problème pour nous, dans la mesure où elle intervient dans l'éducation d'enfants

qui ne sont pas en mesure d'exercer un libre choix, où elle se mêle des comportements individuels des gens qui vivent dans notre société (dans ce pays, il arrive encore qu'on jette de l'acide sur les femmes qui mettent des manches courtes et qu'on assassine des hommes qui ne jeûnent pas pendant le ramadan). Elle possède le pouvoir potentiel d'abolir le libre choix individuel, de limiter les libertés. Et en effet, notre conception des libertés est très différente de celle des islamistes.

Dans leur article, les femmes islamistes précisent qu'elles n'attendent pas de nous que nous puissions "*comprendre la façon dont tout musulman, homme ou femme, conçoit la liberté individuelle, ce qu'il comprend de la liberté en général*". Elles se trompent. Il ne s'agit pas d'incompréhension : nous ne le comprenons que trop bien, et ce que nous voyons ne nous plaît pas du tout, pour ne pas utiliser un terme plus violent.

Nous sauver, malgré nous, pour nous ! : En tant que femmes vivant dans des groupes, classes, nations, races, religions, etc., différents et ayant adopté des idéologies différentes, nous sommes toutes prises dans une lutte *malgré nous, pour nous*. Les valeurs, comportements et conceptions sexistes sont enracinés dans tous les domaines de la vie et nous-mêmes les avons intégrés. Nous sommes toutes amenées à y faire face et à les remettre en question, à condition d'avoir un minimum de conscience.

Un combat difficile

Il y a donc bel et bien un système sexiste que nous, en tant que féministes socialistes, et les femmes qui nous critiquent, en tant que musulmanes, devons remettre en cause, au prix de certaines contradictions, et parfois, en entrant en conflit avec les frontières des idéologies qui forment notre cadre de réflexion. Et nous devons faire cela *malgré* les structures politiques dans lesquelles nous militons, et parfois même, *malgré* les convictions dont nous nous sommes imprégnées. C'est notre deuxième point commun avec les femmes islamistes.

Les femmes islamistes vont poursuivre une lutte dans un domaine où nous ne pouvons pas les suivre, dans le domaine de la transformation de la religion de l'intérieur. Et en plus, elles doivent poursuivre cette lutte en ayant la foi et en adoptant l'islam, dont l'un des piliers est précisément l'oppression de la femme. C'est un combat très difficile, car de toutes les idéologies dominantes, la religion est celle qui est la plus rigide, la plus inflexible et la moins tolérante à toute opposition. ■

**Kaktüs, numéro 4
Novembre 1988**

Inprecor numéro 284 du 20 mars 1989

FEMMES-PAYS ARABES

Le poids des traditions

LA SITUATION DES FEMMES musulmanes varie selon les pays et les milieux. Mais en général, l'univers des femmes est limité aux murs de la maison. Elles ne sortent qu'accompagnées par l'un des membres de la famille, ou bien encore, elles revêtent le tchador ou dissimulent leur visage sous le voile.

Leur vie est faite de mariages forcés, de "crimes d'honneur" et d'autres pratiques courantes, conservées par les familles, codifiées juridiquement par les pouvoirs, reproduites par les institutions sociales, et... revendiquées, soit au nom de la religion, soit au nom de l'honneur de la famille, en tout cas, toujours pour préserver les traditions.

Lina ASMARA

LA PERPETUATION, à travers les siècles, de conceptions éculées, provient de l'arriération et du développement "déformé" de nos sociétés, qui condamnent à la coexistence les formes les plus sophistiquées du progrès et les structures sociales les plus arriérées.

Il est évident que le facteur religieux est un obstacle de taille à la libération des femmes arabes. Mais se contenter de pointer le doigt sur la position de l'islam, comme seule susceptible d'expliquer la situation des femmes arabes aujourd'hui, serait en fait, partielle et dangereuse.

Si les femmes de nos sociétés n'ont pu quitter le cadre de la tribu pour un autre, plus adapté aux besoins du marché capitaliste, comme cela c'est passé en Occident, c'est justement parce que ces nouveaux rapports de production ont été introduits de l'extérieur et n'ont pas, de fait, entraîné de bouleversement d'ensemble des rapports sociaux existants. Le développement du capitalisme dans la région est déformé et a eu des conséquences contradictoires sur la structure socio-économique.

Un adjuvant de taille

L'intérêt de la bourgeoisie locale était de conserver les structures pré-capitalistes et en particulier, la superstructure religieuse. L'islam est en effet un adjuvant de taille pour cette bourgeoisie dépendante, qui a besoin d'un régulateur social en prévision d'explosions potentielles, dues à la pauvreté et la misère des classes laborieuses.

Les bouleversements qui ont affecté la société arabe lors de l'entrée du capi-

talisme n'ont pas eu d'effet unique et homogène sur toutes ses composantes, car ils sont liés aux besoins du marché local et à ceux de l'impérialisme.

Une évolution contradictoire

D'une part, la situation des femmes s'est améliorée grâce à l'accès aux études, à l'emploi, à une relative indépendance économique et à la rupture de l'isolement, mais elles se sont trouvées en contradiction avec la vision traditionnelle du rôle de la femme dans la société. D'autre part, les besoins du marché leur ont imposé une nouvelle exploitation en tant que travailleuse, ce qui vient s'ajouter aux tâches du travail domestique.

Ainsi, tandis que la révolution bourgeoise en Occident changeait radicalement la structure sociale, donnait un coup d'arrêt aux valeurs et aux traditions éculées, contribuait à décomposer la famille comme instance de pouvoir et amoindrissait son rôle idéologique, ouvrant ainsi la porte à la libération des femmes, la domination du capital et de l'impérialisme sur la région arabe a con-



duit à intégrer des éléments socio-économiques pré-capitalistes et capitalistes.

La famille occupe donc une place irremplaçable dans la structure de nos sociétés arabes. D'autant plus que la campagne continue de procurer du travail, que les rapports salariaux n'y sont pas généralisés et que la famille n'y a donc pas disparu en tant qu'unité de production. Le rôle économique de la famille n'a toujours pas été entamé et celle-ci peut continuer à exercer son pouvoir sur les femmes. Même si elles ont acquis un minimum d'indépendance économique, les femmes hésitent à rompre avec le cadre familial, sous la pression des conditions sociales, historiques et religieuses qui pèsent sur elles.

Bagages différents

En réalité, il faut différencier le statut des femmes en fonction de leur classe, car les femmes bourgeoises sont privilégiées : elles sont instruites, jouissent de plus grandes libertés et évoluent dans un réseau de relations plus étendu. Ceci est dû au faible poids de la religion et des valeurs traditionnelles dans ces milieux, et à l'influence du schéma occidental. En revanche, dans les classes "inférieures", où l'analphabétisme et la misère sont le lot quotidien, la religion et les valeurs traditionnelles constituent un refuge pour affronter la dureté, voire l'hostilité, de la vie quotidienne.

Les femmes partent par conséquent avec des bagages différents pour affronter leur oppression (droit à l'instruction ou au travail, choix de l'époux, possibilité ou non de divorcer, etc.).



La femme est privée aussi de ses droits politiques : jusqu'à nos jours, certains pays ne lui reconnaissent toujours pas le droit de vote et elle est quasiment absente de la direction des mouvements politiques, même de ceux qui sont progressistes ou nationalistes.

La virginité de la femme constitue un patrimoine pour la famille et les "crimes d'honneur" sont encore fréquents aujourd'hui. La loi qui ne les considère pas comme des crimes à part entière, ne sévit que par des sentences légères. En effet l'homme qui tue sa sœur ou sa fille parce qu'elle a perdu sa virginité, ou parce qu'elle s'est mariée sans l'accord de la famille, est condamné tout au plus à trois mois de prison, dans le meilleur des cas. Au point que certains pays ignorent même ce crime et ne considèrent pas qu'il mérite un châtement.

La polygamie est une tradition solidement avancée et son déclin relatif est plutôt dû aux difficultés matérielles qu'occasionne l'entretien de deux femmes ou plus. A l'exception des codes du statut personnel tunisien et somalien, les autres législations arabes l'admettent et considèrent même qu'elle émane de l'Islam.

"Tu es répudiée"

Sur le plan du mariage et du divorce, la femme — pourtant concernée ! — n'a aucun mot à dire. Le mariage, tel que le définissent la Shari'a islamique et les codes du statut personnel dans certains pays arabes, est contracté en présence des deux partenaires, mais en réalité l'acquiescement de l'homme et du tuteur de la femme suffit, la présence de cette

dernière n'étant que formelle. La femme est toujours considérée comme une mineure, sous tutelle d'un des membres de la famille : père, frère, oncle paternel, etc. En cas d'absence de tuteur dans la famille, on en appelle au "cadi" ou au "cheikh" (1).

La prix de la mariée est une condition expresse du mariage, car la famille est une unité économique complète et la perte d'un de ses membres la prive d'un revenu. Le maintien de ce prix jusqu'à aujourd'hui, malgré le déclin des valeurs anciennes dans certaines régions, révèle la persistance des pires formes tribales dans ces sociétés et sa mention dans le contrat de mariage en révèle le caractère marchand, la femme n'étant qu'une simple marchandise.

Quant au divorce, les femmes sont très désavantagées, d'abord parce qu'elles n'y ont pas droit comme les hommes, ensuite parce que le divorce n'est lié qu'au bon plaisir de ceux-ci. Selon la législation sunnite, il suffit que l'homme répète trois fois "tu es répudiée", pour que la femme le soit effectivement et que s'ouvre à elle un monde nouveau et inconnu, où elle sera méprisée pour avoir été répudiée et en portera en permanence "la culpabilité". Alors qu'elle a passé des années, isolée à la maison, elle se voit obligée d'exercer un métier, elle qui n'est, en général, titulaire d'aucun diplôme et n'a aucune expérience pouvant lui ouvrir la porte d'un emploi digne de ce nom et d'un revenu correct. Les difficultés s'amoncelleront si elle a des enfants.

La religion fait la loi

Il est notoire que la majorité des pays arabes ont laissé aux institutions religieuses, la charge de légiférer. A d'infimes exceptions près, il n'y a donc pas de loi civile concernant le statut personnel ! La séparation de l'Etat et de la religion est un sujet tabou pour les pouvoirs politiques en place. Il ne peut en être autrement, étant donné que la religion garantit la stabilité de ces régimes. L'introduction présentée par le gouvernement algérien au Code du statut personnel est éloquent : "Cette loi est basée sur le Coran et l'opinion publique, (...) son texte répond aux exigences du développement et de la tradition arabo-islamique".

Les pays qui, comme la Syrie, l'Irak, le Maroc et la Tunisie, ont promulgué un code de statut personnel, ont des traits communs. Leurs textes ne s'opposent pas à la Shari'a islamique. La femme ne peut décider de son mariage, un tuteur est requis, le droit au divorce est l'apanage des hommes et dans les rares cas où la femme peut le demander, elle doit trouver des justifications et présenter des témoins.

La Tunisie occupe cependant une place à part. Son Code du statut personnel à teneur réformiste, promulgué en 1956, proclame en théorie l'égalité entre l'homme et la femme et donne, de fait, des droits aux femmes qui transgressent la Shari'a : l'avortement est permis pour toutes les femmes, sans obligation de décliner son identité et, les contraceptifs étant disponibles en pharmacie, les femmes peuvent se les procurer sans autorisation du mari.

Le code est favorable aux femmes, dans la mesure où la polygamie est abolie et où le mariage et le divorce peuvent être contractés par les femmes elles-mêmes. Mais la femme n'en reste pas moins une mineure : célibataire, elle est à la charge de son père qui pourvoit à ses besoins jusqu'au mariage (article 46), contrairement au garçon qui compte

1) Cadi : magistrat musulman qui remplit des fonctions civiles, judiciaires et religieuses.
Cheikh, chef de tribu arabe.

sur lui-même, dès 16 ans révolus. De plus, ce code maintient l'obligation du prix de la mariée, et par conséquent le caractère commercial du mariage. Il interdit le mariage de la fille avec un non-musulman et considère que seul l'homme est responsable : il est le chef de famille et doit subvenir aux besoins de tous. La femme ne peut travailler sans son accord. Il doit lui verser une pension si elle divorce et ce, jusqu'à son décès ou son remariage. La femme divorcée ne peut obtenir de passeport pour ses enfants qu'avec l'accord de son mari, et elle ne pourra se remarier que si le juge estime que ce n'est pas contraire à l'intérêt des enfants.

L'imbroglie libanais

Le Liban est le seul pays arabe à ne pas avoir un code de statut unique. On y dénombre dix-sept appartenances religieuses reconnues sur le mariage, le divorce et l'héritage. Au delà des particularités propres à chaque communauté, les différents codes se ressemblent, puisqu'ils n'offrent aux femmes, qu'une oppression et une ségrégation exacerbées, état de fait validé par le Département du statut personnel de l'Etat. Par exemple, en cas de conversion du père à un autre rite, il faut modifier auprès de l'Etat, l'appartenance confessionnelle des enfants mineurs, même si le mariage a été dissous et que la mère en a la charge. La femme est également tenue de suivre son mari, quel que soit son lieu de résidence ; sa liberté de déplacement est également entravée par l'obligation de présenter une signature de son mari afin d'obtenir son passeport. D'après l'article 11 du code du commerce, les femmes ne sont autorisées à faire du commerce qu'à condition d'avoir obtenu le consentement exprès ou tacite de leur mari.

Quant au mariage, le code de la famille corrobore les lois confessionnelles chrétiennes et musulmanes, puisqu'il précise que la femme doit obéissance à son mari et qu'elle ne peut sortir qu'avec sa permission. Le divorce n'est autorisé que par la Shari'a islamique et uniquement sur demande de l'homme, même si la femme n'est pas consentante. Chez les sunnites, l'homme peut répudier sa femme sans passer par la justice, tandis que chez les chiïtes, la femme est autorisée à demander le divorce... si cela a été prévu par le contrat de mariage. Mais il est rare que les femmes s'aventurent à exiger cette mention au moment de leur mariage.

Chez les chrétiens, le divorce est autorisé à la demande de l'un des époux (à l'exception des catholiques, qui considèrent que le mariage est un lien sacré, indissoluble de la part d'une autorité terrestre), mais son application reste très limitée.

En matière d'héritage, si la loi de 1959 décrète l'égalité des sexes, elle n'en laisse pas moins aux communautés musulmanes, le droit de répartir l'héritage

selon la Shari'a, qui se réclame du verset : "l'homme est égal à deux femmes".

La revendication de la laïcité de l'Etat est vitale pour les femmes arabes. Les mouvements de femmes bourgeois qui ont vu le jour dans la région, ne se sont pas saisis du problème de façon directe et radicale. Le ton de leurs revendications est resté timide et peu dérangeant pour les religieux et les pouvoirs en place. Mais l'attitude des partis communistes arabes, implantés dans toute la région et qui jouissent parfois d'une audience de masse, est pire encore : ils n'ont manifesté aucun intérêt pour la question, ne serait-ce que sommairement. Leur réformisme et leur opportunisme en matière de religion les ont empêchés de défendre le moindre programme démocratique, ce qui suppose, dans des pays arriérés comme les nôtres, l'exigence de la laïcité. Comment auraient-ils pu, dès lors, se hasarder à revendiquer la liberté de l'avortement, de la contraception ou la lutte contre les crimes "d'honneur", c'est-à-dire le minimum, si l'on considère la femme comme un être humain.



Construire un mouvement autonome des femmes

Il est certes impossible de proposer un programme détaillé unique pour tous les pays arabes. Mais la similitude de la situation des femmes, codifiée par des législations religieuses, permet de fixer des tâches communes à l'ensemble des mouvements révolutionnaires de la région, avec comme priorité, la participation à la construction d'un mouvement autonome des femmes, d'œuvrer à sa radicalisation, d'y gagner les éléments conscients de la nécessité d'un programme de changement social, sur une base de classe.

La perpétuation de structures et de rapports sociaux pré-capitalistes, et la

déformation de la structure socio-économique capitaliste, constituent, en dernière analyse, le support de l'infériorité des femmes arabes. Partant de là, leur émancipation est liée dans une large mesure à la lutte de libération nationale, à la nécessité de briser la domination impérialiste et d'abolir la dépendance.

Tout au long de l'histoire arabe moderne, l'absence d'un mouvement révolutionnaire liant le programme démocratique à la mise en marche vers le socialisme, a arrêté les luttes nationales anti-impérialistes aux limites imposées par leurs directions bourgeoises, dépendantes de l'impérialisme. Ceci a eu de graves répercussions sur les femmes. A cet égard, le cas algérien est édifiant.

Le drame des Algériennes

Les femmes algériennes ont participé massivement à la lutte pour l'indépendance, beaucoup y ont trouvé la mort dans des circonstances héroïques, d'autres ont participé à des tâches de direction, et pourtant, à peine la guerre terminée, les femmes furent sommées de réintégrer leurs rôles traditionnels et jusqu'à aujourd'hui, il n'existe aucune tradition de lutte autonome des femmes au sein d'une structure qui les rassemble autour de leurs propres revendications.

Tout programme démocratique minimum doit obligatoirement inclure la laïcité de l'Etat ; interdire aux instances religieuses de s'immiscer dans le statut personnel des femmes ; défendre la nécessité d'une législation civique unique en matière de mariage, de divorce, de filiation et de travail, qui prévoit le droit des femmes à choisir leur époux sans tutelle, le droit au divorce, l'abolition du prix de la mariée et de la polygamie sous toutes ses formes, le droit au travail pour toutes les femmes, célibataires ou mariées, l'égalité de salaire avec les hommes, pour un travail égal et la création de crèches ; défendre le droit des femmes à disposer de leur corps, à avoir des rapports sexuels hors mariage ; exiger la punition des crimes "d'honneur", au même titre que les autres crimes ; revendiquer le libre choix de la maternité et le droit à l'avortement ; et enfin exiger une politique gouvernementale pour une prise de conscience et une éducation en matière de contraception et de limitation des naissances.

L'aboutissement de la lutte pour ces revendications impliquera nécessairement l'affrontement avec les forces conservatrices, y compris les femmes bourgeoises. Car la dynamique de ce programme dépasse le strict cadre démocratique, implique de s'affronter avec l'ennemi de classe, et de disposer d'un instrument : un mouvement de masse de libération des femmes. ■

Une menace à prendre au sérieux

LES QUELQUE 608 000 voix obtenues par le parti d'extrême droite, Front national (FN), au premier tour des élections municipales du 12 mars dernier, pourraient faire croire à un effondrement électoral de celui-ci, si on les compare aux 4,3 millions de voix de son dirigeant, Jean-Marie Le Pen, aux élections présidentielles de 1988. La chute est en effet spectaculaire, notamment à Marseille, où le FN n'obtient que 15%, alors que Le Pen avait recueilli 26% en 1988.

Si ces élections ont confirmé que le vote pour le FN est partiellement un vote de protestation, instable, et que ce parti n'a pas été en mesure de construire une réelle ossature, elles expriment néanmoins un maintien réel du FN dans de nombreuses régions (1). Il obtient en effet des scores dépassant les 20% dans certaines villes de départements comme le Var ou les Alpes Maritimes (29% à Marignane, près de Marseille), 21% à Mulhouse et de 15 à 20% dans plusieurs villes de la région parisienne (15% pour Le Pen dans le 20^e arrondissement de Paris).

Il serait donc faux de croire que le FN est sorti affaibli de ces élections, d'autant plus qu'il renforce son assise institutionnelle en obtenant, dès le premier tour, 526 sièges d'élus municipaux, alors que l'ensemble des élus classés "extrême droite" (y compris le FN) n'étaient qu'environ 200, au lendemain des municipales de 1983.

Laurent CARASSO

DANS LES ANNEES 20 et 30, le courant d'extrême droite, antirépublicain et cléricale, se distinguait surtout par son antisémitisme et son anticommunisme. Les ligues d'extrême droite qui se sont développées lors de la crise de 1929 et à la veille du Front populaire de 1936, en étaient la continuation et ont tenté de développer un mouvement fasciste de masse, dont la plus nette apparition fut la manifestation insurrectionnelle du 4 février 1934, appuyée par la bourgeoisie, dont le mot d'ordre était "plutôt Hitler que le Front populaire".

Collaborateurs

Durant la Deuxième Guerre mondiale, la plupart de ces mouvements collaborèrent directement avec les nazis, sous l'occupation. Le consensus national établi autour de la résistance, après 1945, disqualifia durablement ce courant, en assimilant l'extrême droite au nazisme.

A la fin des années 50, la perte de l'empire colonial et le début de la déroute française en Algérie furent l'occasion de l'émergence d'un nouveau courant d'ex-

trême droite colonialiste, autour de l'Organisation armée secrète (OAS) et du courant poujadiste (2). Symboliquement, on peut dire que Jean-Marie Le Pen, lieutenant en Algérie, responsable de tortures, et jeune député du mouvement poujadiste, élu en 1956, se trouvait à la confluence de ces deux courants.

Dans toute cette période d'après-guerre, ce ne sont donc pas le manque de personnel ou d'opportunités qui ont empêché l'extrême droite réactionnaire de construire un parti fasciste de masse. Mais la bourgeoisie industrielle put régler la crise de la fin des années 50, en faisant appel aux services du bonaparte de Gaulle, et par la mise sur pied de l'Etat fort et de la Ve République. Le populisme gaulliste, le poids du Parti communiste Français (PCF) dans la classe ouvrière et la tradition officielle de la ré-

1) La comparaison avec le score de l'élection présidentielle de 1988 doit d'ailleurs être relativisée, en raison de la nature fort différente des deux scrutins. Aux municipales, beaucoup d'électeurs potentiels du FN n'ont pas pu voter pour celui-ci, car, à cause de la faiblesse de son implantation, le Front n'avait pas pu présenter de listes dans toutes les mairies, surtout dans les petites villes.

2) OAS, organisation terroriste et tortionnaire, fondée en 1961, s'organisa parmi les "piéds-noirs" (français d'Algérie), elle était dirigée par des généraux de l'armée française voulant garder "l'Algérie française" et hostiles à la politique de de Gaulle. L'OAS organisa une série



sistance dans la bourgeoisie française furent également suffisants pour entraver tout développement sérieux de l'extrême droite, jusqu'à la fin des années 70.

D'ailleurs, dans la période d'instabilité prolongée, à partir de 1968, le patronat eut recours aux corps de police et aux polices parallèles contre la classe ouvrière. Le mouvement gaulliste joua son rôle, en particulier grâce au Service d'action civique (SAC), dont l'un des principaux responsables était Charles Pasqua (ministre de l'Intérieur de Chirac, en 1986), qui s'illustra à plusieurs reprises en développant de petits syndicats pro-patronaux, notamment dans l'automobile, à la fin des années 60. Les "anciens" d'Algérie et d'Indochine constituaient un personnel de choix pour ces besognes.

La tradition fasciste

Pourtant, la tradition fasciste ou d'extrême droite ne s'est jamais totalement éteinte. Certains idéologues, comme François Duprat (que l'on retrouve à l'origine du FN), animateur des *Cahiers européens*, tentèrent de la réorganiser. Mais pendant près de vingt ans, ce courant politique se contenta d'alterner l'insertion dans les formations de la droite traditionnelle et la constitution de petits groupes militants. Plusieurs de ses anciens militants se retrouvent d'ailleurs, aujourd'hui, dans les partis bourgeois traditionnels, comme par exemple, Madelin et Longuet qui furent parmi les fondateurs du petit groupe fasciste Occident, avant 1968, et devinrent par la suite ministres du dernier gouvernement Chirac. Après l'élection de François Mitterrand, un autre groupe fasciste, le Parti des forces nouvelles (PFN), passera avec armes et bagages au Centre national des indépendants et paysans, CNIP, petite composante de la droite, avec Alain Robert et l'ancien OAS Pierre Sergeant.

d'attentats en France et en Algérie. La sédition de l'OAS contre de Gaulle échoue en 1962 et le courant se marginalise. Mais le ressentiment est resté vivace parmi les "piéds-noirs", "lâchés par la France". Tixier-Vignancour, avocat de l'OAS, fut l'expression électorale de ce courant qui rassembla 5,2% des voix à l'élection présidentielle de 1965.

Le mouvement poujadiste (Union de défense des commerçants et artisans), du nom de son dirigeant charismatique Pierre Poujade, est un courant nationaliste-populiste d'extrême droite, fondé en 1953. Sous le sigle Union et fraternité française, il recueille 11,5% (2,5 millions de voix) aux élections législatives de 1956 et fait élire 53 députés.

La structure militante du FN, conglomérat d'anciens collaborateurs comme Roland Gaucher, ou d'anciens OAS comme Roger Holeindre, regroupés autour de Jean-Marie Le Pen, est composée par les militants fascistes d'Ordre nouveau, successeur du groupe Occident, après 1968.

Les dix années qui suivirent ne furent pas glorieuses pour ce groupe : 1973, échec total aux élections législatives ; 1974, 0,74% pour Le Pen, candidat à l'élection présidentielle ; 1978, nouvel échec aux élections législatives. Mais malgré ces échecs et les pertes militantes, Le Pen maintient son projet d'affirmation d'une force indépendante, sans compromis avec la droite traditionnelle. A la fin des années 70, il recevra le renfort d'un petit groupe politique d'anciens OAS et d'un petit courant dit "solidariste", dont Jean-Pierre Stirbois et Alain Collinot qui deviendront plus tard membres du Bureau politique (BP) du FN.

Lors de l'élection présidentielle de 1981, le FN ne parviendra pas à recueillir les 500 signatures nécessaires à la présentation d'un candidat. A l'époque, il comptait à peine 500 militants.

1983 marquera cependant la fin de la traversée du désert. Lors des élections municipales de mars, Le Pen obtient près de 8% des voix dans le 20e arrondissement de Paris, et le FN réalisera d'importants scores électoraux dans plusieurs petites villes. A l'automne de la même année, lors d'élections partielles à Dreux, Jean-Pierre Stirbois obtiendra 16% et entrera par la grande porte dans la municipalité de la ville, après un accord avec les partis bourgeois traditionnels.

L'essor du FN

En cinq ans, de 1983 aux élections présidentielles de 1988, le FN ne cessera de progresser et surtout de montrer ses capacités à marquer la vie politique du pays. Comment s'explique cette progression régulière et quels en sont les ressorts ?

En 1983, le Front national avançait les thèmes traditionnels des petits groupes fascistes. Il s'agissait essentiellement de la dénonciation du gouvernement socialo-communiste et surtout de la lutte contre l'immigration. Pendant plusieurs années, Ordre nouveau, puis le

Front national ont mené des campagnes contre "l'immigration sauvage", avec le slogan : "Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés de trop", paraphrasant, au nombre près, une affiche du début des années 30, sortie par les Ligues fascistes et le parti d'Hitler, contre les Juifs. Dans les années 70 et jusqu'au bout des années 80, ce programme ne rassemblait qu'un nombre ridicule d'individus. Mais depuis 1983, il ne cesse de faire recette : 10% en 1984, aux élections européennes ; 8,69%, en moyenne aux élections des conseillers généraux, en 1985, avec des pointes spectaculaires allant jusqu'à 20% dans les départements du pourtour méditerranéen.

Les villes de cette région, notamment les ports de Toulon et de Marseille, ont quelques caractéristiques communes : elles abritent une vieille immigration (Italiens, Espagnols) se combinant avec une plus récente (Algériens, Marocains) ; sont traditionnellement tournées vers les anciennes colonies françaises et sont peuplées d'anciens colons ; font parties des régions les plus touchées par la crise ; et leur économie est souvent centrée sur le commerce méditerranéen.

"Crédibilité" du racisme

Le vote pour le FN avait essentiellement deux sources :

— un électorat dit pied-noir, tourné précédemment vers des élus des partis bourgeois traditionnels, eux-mêmes ultra-réactionnaires (comme Médecin, maire de Nice, lié à l'extrême droite européenne et fervent supporter de l'apartheid) ;

— l'effet du chômage sur une population touchée de plein fouet par la crise, qui avait fait confiance aux partis ouvriers et qui a été déçue par la politique du gouvernement de gauche.

En fait, le racisme n'a pas soudain progressé dans ces régions en 1983 ou 1985. Il était déjà bien présent dans la population, surtout à l'égard des Arabes, comme, quarante ans auparavant à l'égard des Italiens. Mais même la plupart de ceux qui voyaient dans les immigrés les responsables de tous les maux, croyaient que d'autres solutions politiques (plus raisonnables que de les renvoyer chez eux) pouvaient résoudre la crise. Ni les partis traditionnels de la bourgeoisie, ni les réformistes du mouvement ouvrier n'ayant réussi dans ce domaine, la crédibilité des idées xénophobes et du racisme, comme solution politique, s'est donc renforcée.

Le FN a, dès lors, pu capter un électorat réactionnaire, traditionnellement acquis au Rassemblement pour la République (RPR) de Jacques

Chirac et attirer également les voix des abstentionnistes, anciens électeurs déçus de la gauche. Ce phénomène se développera régulièrement, au point que les commentateurs électoraux seront surpris de constater, lors des sondages, que plus d'un quart des électeurs du Front national votent, au deuxième tour, à gauche.

Il est d'ailleurs symptomatique de constater que durant ces mêmes années, les partis bourgeois, comme les partis ouvriers, ont cultivé le racisme. Ainsi en 1983, Gaston Defferre, maire socialiste de Marseille, se disait mieux placé que la droite pour combattre l'immigration sauvage, alors qu'à la même époque, le programme du RPR et de l'Union pour la démocratie française (UDF) empruntaient de nombreux points à celui de Le Pen.

Le programme du Front national se base sur la lutte contre l'immigration et l'insécurité. Ces deux questions sont tellement populaires en France, dans les années 80, que dans les sondages, près du tiers des Français se déclare d'accord avec ces points du programme du FN. C'est ce qui a mené le premier ministre socialiste Laurent Fabius à dire, en 1985, que Le Pen "apporte de fausses réponses à de vraies questions". Le théoricien socialiste allemand August Bebel voyait dans le racisme, le socialisme des imbéciles... Faudra-t-il dire que le racisme rend les socialistes imbéciles ?

Démagogie "poujadiste"

Au-delà de la mise en avant de ces thèmes attrape-tout, le Front national cultive un discours qualifié en France de "poujadiste" : "A quoi correspond l'ascension rapide du Front national en 1983-1984 ? A un ras le bol généralisé de l'opinion publique contre le fiscalisme, l'Etat tentaculaire, l'Etat molosse, le sectarisme marxiste, contre l'école, la presse, ajouté à l'insécurité, au rejet de la politique d'immigration conduite depuis vingt deux ans par les gouvernements successifs de la Ve République, à la crainte de la main-mise des communistes sur l'appareil d'Etat" (Alain Collinot).

Le Front national plonge ses racines dans la tradition d'extrême droite française, dans la tradition fasciste. Son ultra-nationalisme est symbolisé par la commémoration annuelle de la fête de Jeanne d'Arc, censée (à tort) représenter le symbole de la France traditionnelle. Il a également cultivé un antiparlementarisme virulent, dirigé jusqu'en 1986, contre les politiciens de "la bande des quatre" (PC, PS, RPR, UDF). A cela s'ajoute l'apologie de la différence, berceau du racisme et du culte des élites.



Sur le plan économique, le Front national reprend les idées en vogue du *realisme* et du *thatcherisme* : déréglementation, réforme de la fiscalité, privatisation massive du secteur public, allègement des charges fiscales et remise en cause de "l'Etat providence".

Ce discours n'a rien de spécifique et d'ailleurs le RPR l'avait largement développé dans les années 80. Par contre un des succès du Front national, même sur ce point, vint de l'incapacité totale de Chirac lorsqu'il était au pouvoir, de 1986 à 1988, d'appliquer substantiellement ce programme, notamment à cause de la reprise de l'activité de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Le FN s'adresse aux ouvriers

Dans les années 1985-1988 deux aspects, apparemment contradictoires, se développèrent dans la propagande du Front national.

D'un côté, un aspect élaboré par l'équipe de Stirbois (qui vient de décéder accidentellement) visait à s'adresser aux salariés, nouvelle clientèle visée par le FN :

- vente des habitations à loyer modérés à leurs locataires ;
- liquidation de l'impôt sur le revenu ;
- salaire maternel de 5 000 f par mois ;
- chèques-éducation pour les familles ;
- augmentation de la solde des appelés égale au salaire minimum ;
- construction d'abris anti-atomiques pour la population.

Ce genre de programme, assez pragmatique, peut sembler éloigné du programme traditionnel d'extrême droite. Il vise en fait à développer une image d'un parti s'adressant à l'ensemble de la so-

ciété, afin de faire fructifier son capital électoral dans la perspective des élections municipales de 1989.

Par ailleurs, Le Pen a pris soin, depuis un an, de glisser de petites phrases à la limite de l'antisémitisme et du racisme le plus classique, jouant ainsi, cyniquement, sur l'antisémitisme qui est toujours présent dans la société française et provoquant volontairement des réactions outrées dans la classe politique.

Ces deux aspects confirment d'ailleurs bien la place paradoxalement très importante attribuée, par le Front national, aux campagnes politiques, à l'entretien d'une image de choc dans les médias.

Dernièrement, le Front national a été à la pointe d'une campagne visant à réformer le Code de la nationalité. Cette campagne, d'ailleurs largement partagée par des courants de la droite traditionnelle, avait pour but de protéger "l'identité française" mise à mal par une "invasion intérieure". Le FN a également relancé une campagne pour le rétablissement de la peine de mort. De la même manière, le FN s'est distingué par une campagne réactionnaire visant les malades atteints du SIDA, ... proposant de les isoler dans des "sidatoriums".

Depuis plusieurs années, le Front national a su organiser des liens avec les groupes traditionnels de l'extrême droite, qui vont de l'Union nationale des parachutistes aux intégristes catholiques. Au sein de la communauté intégriste, du schisme de l'archevêque Lefebvre, le FN a structuré (notamment par l'intermédiaire de Romain Marie, député européen du FN) un courant autour du "Centre Charlier" et des "Comités chrétiens solidaires", s'assurant d'une hégémonie au sein de cette communauté. Le FN a

d'ailleurs impulsé récemment une campagne contre la projection du film de Scorcese "La dernière tentation du Christ", jugé outrageant à l'égard des catholiques.

En même temps, le FN a tenté de mettre lui-même sur pied des groupes socio-professionnels, comme l'association "Entreprise moderne et liberté" (EML) qui s'adresse au patronat, mettant en relief dans son Conseil d'administration les élus européens du FN (de Camaret, le Chevalier, d'Ormesson, Lehideux). Ce qui montre bien que le FN compte tirer le maximum de profit de son insertion institutionnelle.

Autour d'EML, le Front a tenté de développer une série de cercles professionnels s'adressant aux routiers, médecins, avocats, pilotes et contrôleurs aériens. Là encore, ces petits réseaux trouvent leur possibilité d'existence dans la mise à profit de l'implantation institutionnelle du FN, mise à mal cependant, au niveau parlementaire, par le retour au scrutin majoritaire.

Le secteur où l'activité de l'extrême droite s'est le mieux organisé est sans doute la police, avec un petit syndicat fascisant (FPIP), dirigé par des membres du FN.

De nombreux dirigeants du FN ont développé, de longue date, des liens dans le cadre des réseaux internationaux. Pour cela, ce parti utilise notamment ses parlementaires européens, afin de développer une intense activité en direction de l'Afrique du Sud, des Etats-Unis, de l'Amérique du Sud, du Moyen-Orient.

En revanche, le FN a été incapable de se développer solidement, jusqu'à ce jour, dans le syndicalisme ouvrier et parmi les chômeurs même si, dans quelques villes, il a réussi à intervenir réellement dans des structures de chômeurs.

Les "clubs" idéologiques

Au-delà des multiples liens et passerelles entre la droite classique et l'extrême droite, depuis plusieurs années existent des regroupements idéologiques comme le GRECE (fondé après 1968) et le Club de l'horloge (mis sur pied après 1981), où se retrouvent pêle-mêle des membres du FN, du RPR, de l'UDF et du CNIP et d'anciens militants fascistes des années 60.

Quelques différences idéologiques peuvent séparer ces deux clubs : le GRECE développant une idéologie anti-libérale, européenne, de "troisième voie" entre l'atlantisme et l'Union soviétique, fondée sur une "Europe des peuples homogènes", en opposition au Club de l'horloge, tenant du libéralisme à la Thatcher. L'un des animateurs du GRECE, Pierre Vial est passé au FN, alors que J.Y. Gallou du Club de l'horloge, inventeur du thème de la "préférence nationale", devenait membre de son BP. Bruno Megret, autre membre du BP du FN vient également d'un de ces clubs passerelles, Les Comités d'action républicaine (CAR). Tous ces clubs alimentent



la presse de droite, comme *Le Figaro*, *Valeurs actuelles* ou *Paris Match*.

Depuis 1983, la droite classique ne s'est pas réellement opposée politiquement au Front national. Entraînée dans une crise importante depuis 1981, ce qui explique en bonne partie la montée spectaculaire de Le Pen, elle a cherché à coller aux thèmes sur la "sécurité" et anti-immigrés, pensant ainsi récupérer son électorat. Confrontée en même temps à la pression du FN, elle a d'abord cherché à minimiser sa place, qu'elle estime être gonflée artificiellement par Mitterrand, notamment grâce au scrutin proportionnel. Il est vrai que de 1984 à aujourd'hui, Mitterrand et le PS ont volontairement donné le maximum d'importance et de publicité au FN pour accentuer la crise de la droite et dégager, en son sein, un courant prêt à une large union au centre.

De 1986 à 1988, la tactique du ministre RPR de l'Intérieur, Charles Pasqua, fut de reprendre purement et simplement les mêmes propositions que le Front national. Ainsi fut mise en pratique une politique raciste et discriminatoire vis à vis des immigrés et une volonté prononcée de créer des effets spectaculaires, sur toutes les questions concernant la sécurité.

Le "réalisme" de la droite traditionnelle

L'existence d'une force de 35 députés, de 137 conseillers régionaux a, par ailleurs, contraint les partis traditionnels à négocier avec le Front national. De manière générale, lors des élections des conseils régionaux, en 1985, ou aux élections législatives, en 1986, l'UDF et le RPR ont réagi avec la même constance : ne pas donner de légitimité au FN par une union nationale avec lui, mais passer localement tous les accords nécessaires face aux partis ouvriers. Ainsi, plusieurs conseillers régionaux du FN se retrouvèrent dans la direction des conseils régionaux et, en 1988, le RPR et l'UDF se désistèrent en faveur des candidats du FN arrivés en tête dans les départements du Var et des Bouches-du-Rhône.

Certes, cette politique "réaliste" choqua bien quelques individualités dans la bourgeoisie, notamment ceux, comme Mme Simone Veil, qui se réclament de "l'esprit de la résistance antinazie". Mais ces protestations vertueuses furent de peu de poids face aux intérêts de classe et au maintien des postes d'élus.

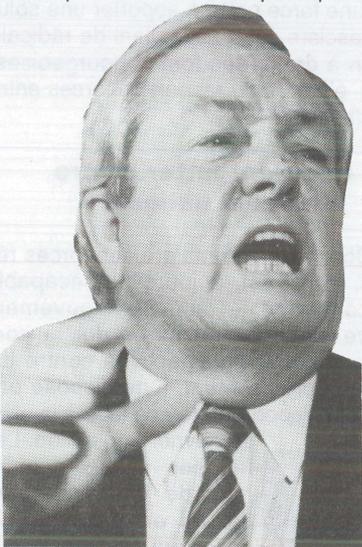
Même si les passerelles entre le Front national et les partis classiques marchent dans les deux sens, il a été évident que jusqu'en 1986, elles ont permis au Front national de construire son appareil avec d'anciens responsables UDF ou RPR. D'ailleurs, de 1981 à 1986, c'est par centaines que des adhérents du RPR passèrent au FN, comme en Haute Garonne, ou ceux du Parti républicain, comme à Paris.

J.F. Touzé, responsable national aux adhésions du FN, prétend que son parti

possède 90 000 membres et se fixe comme objectif d'atteindre rapidement les 200 000 ! Et en effet, en février 1989, le FN possède réellement une structure nationale, avec une implantation, quoique limitée, dans la plupart des départements.

Un débat permanent traverse le Front national depuis trois ans, symbolisé par l'opposition entre deux de ses dirigeants, Bruno Megret et J.P. Stirbois. La première ligne, qui a inspiré la campagne présidentielle de Le Pen, en 1988, vise à faire du Front national un parti respectable de la droite, son aile dure, populiste, ultra-libérale, mais en gommant les aspérités. Ce courant privilégie les ralliements et la pression sur les autres composantes de la droite.

Face à cela, le courant "solidariste" de feu-Stirbois et de Collinot, pèse régulièrement pour que le FN apparaisse comme le parti de la droite nationale, sans compromis avec les partis traditionnels, et pour qu'il se délimite nettement. Comme le dit Romain Marie, dirigeant du FN, *"La voie du respectabilisme n'est pas notre voie, nous serons d'autant plus respectés que nous resterons nous-mêmes malgré nos responsabilités électives"*. Le Pen, quant à lui, joue à cloche-pied sur ces deux politiques.



Jean-Marie Le Pen (DR)

Une direction composée de fascistes convaincus

La direction du FN, de même que le réseau de direction, est largement composée de militants fascistes convaincus (à l'image de Roland Gaucher, membre du BP, ancien militant de mouvements de collaboration avec les nazis) dont l'objectif politique avoué est la constitution d'un parti fasciste de masse. Une des fonctions des petites phrases de Le Pen, marquant son antisémitisme contre les Juifs (plus dur à assumer en France que celui concernant les Arabes), est de "blinder" son appareil, de le nettoyer des recrues gaullistes ou libérales, trop fragiles sur ce point. Cela ne fait pas de doute, même si certains, se consolent en expliquant que les références idéolo-

giques du FN sont celles de l'extrême droite française "traditionnelle" et non pas celles du national-socialisme. Ce débat est de peu d'intérêt. Il est vrai que Le Pen a un discours ultra-libéral, critiqué même par de petits groupuscules fascistes français. Mais ce discours se rapproche de celui que tenait Mussolini dans les années vingt.

De même, il se démarque du discours "troisième voie" rejetant symétriquement les Etats-Unis et l'Union soviétique, le capitalisme et le socialisme, et ne développe pas de propagande "anticapitaliste". Ceci dit, cet "anticapitalisme-là" n'a toujours été que l'apanage de petits groupuscules fascistes.

Il serait donc assez idéaliste, en partant de là, de minimiser le danger que représente le FN. Contrairement à ce que pensaient certains, la place qu'il a prise dans les institutions n'a pas fait fondre la popularité du FN, en le transformant en un parti "comme les autres". Cette analyse se base sur une vision qui perçoit le phénomène du Front national, uniquement comme l'expression d'une contestation, qui serait essentiellement appuyée sur un prolétariat désespéré, écoeuré par le PCF.

Tous les ingrédients sont présents

Cette image d'Epinal ne rend précisément pas bien compte du fait que le FN s'est d'abord développé, au début des années 80, sur la base de la crise de la droite. S'il faut employer une image, il serait plus correct de dire que le FN rassemble, aujourd'hui, tous les ingrédients pour le lancement d'un parti fasciste de masse : les dirigeants, les thèmes, l'infrastructure, l'audience populaire dans la petite bourgeoisie et même parmi certains éléments de la classe ouvrière.

Pourtant, il ne l'est pas encore. Avant tout parce qu'il s'est montré incapable de s'affronter au mouvement ouvrier organisé, aux grèves ouvrières, notamment durant l'automne 1988, comme durant l'hiver 1986 et la grève des chemins de fer. Ainsi à Marseille, cette ville où un quart des votants s'est exprimé pour le FN aux dernières élections, et qui a dû être la ville du pays la plus touchée par les récentes grèves des postes, des transports urbains et de la Sécurité sociale, le parti de Le Pen a été incapable, jusqu'à ce jour, d'organiser la moindre riposte.

Ceci était également lié au refus de la bourgeoisie d'utiliser le fascisme comme solution politique.

Le FN n'a pas non plus réussi à prendre la place du PCF dans l'organisation de travailleurs ou de chômeurs. Mais, le vote pour Le Pen s'est réellement renforcé dans des couches populaires, dans les banlieues où vivent ceux qui subissent le plus durement la crise.

Les sections du FN regroupent souvent, dans ces quartiers, des salariés ou des chômeurs. Elles peuvent d'autant plus prendre d'assurance que les partis

ouvriers, eux, apparaissent incapables de répondre aux revendications populaires et de s'affronter directement au Front national. Mais il y a encore un pas important à franchir pour être capable d'organiser réellement les couches populaires. Ainsi, jusqu'à présent, les tentatives d'organisation de chômeurs par le Front national à Roubaix ou à Dijon, n'ont pas eu un succès considérable.

L'étape suivante

En revanche, le FN a réussi à stabiliser des milliers de militants et à encourager, dans l'appareil d'Etat et dans certaines franges de la jeunesse, le développement des agressions contre les immigrés. Le renforcement actuel des *skinheads* a été rendu possible par le rapport de forces créé par le FN, même si ce développement est le plus souvent indépendant du FN et parfois en opposition avec lui.

Le courant de Le Pen a pu se développer dans la petite bourgeoisie, à la faveur de la paralysie des partis traditionnels, références de ces couches en temps normal. Dans ses analyses sur le fascisme allemand, Trotsky explique que la deuxième étape de la construction d'un parti fasciste de masse serait la capacité de la petite bourgeoisie à attirer des éléments de la classe ouvrière. Il serait bien entendu faux de comparer la situation française à l'Allemagne de la fin des années 20, pourtant, il est clair que l'échec de la politique de la gauche et de ses solutions a permis à celles de Le Pen de devenir crédibles aux yeux de certaines franges de la classe ouvrière.

Encore une fois, ce ne sont ni le racisme ni le chômage qui sont la cause de la montée du Front national dans l'électorat populaire, mais bien l'incapacité politique des directions de la classe ouvrière à trouver une solution à la crise, alors que les partis bourgeois tradition-

nels perdent eux-même leur soutien populaire. Ce n'est que dans de telles conditions, liées aux facteurs subjectifs, que des solutions fascistes peuvent attirer une partie de la classe ouvrière. Les prémices d'une telle situation existent en France.

Pour l'instant, même face à la vague de grèves actuelle, ce ne sont pas à des groupes de Le Pen que fait appel le patronat, mais à l'Etat, sa police et son armée. Cela ne doit cependant en rien nous rassurer sur la situation et minimiser la nécessité de combattre, ici et maintenant, le Front national. Certes, ce n'est que lorsqu'il devient nécessaire d'attaquer directement, physiquement la classe ouvrière et ses organisations, afin de préserver les conditions d'accumulation du capital, que la bourgeoisie est prête, sans état d'âme, à faire sauter le cadre normal de la démocratie bourgeoise. Mais si la situation se détériorait au point qu'une partie des capitalistes préfèrent payer le prix du fascisme, ils pourraient parfaitement faire le choix politique d'appuyer la transformation du FN en parti fasciste.

Par ailleurs, il faudrait une vision très simpliste pour penser que cela se ferait de but en blanc. En période de tensions accentuées entre les classes, l'existence d'une force prête à apporter une solution fasciste est un stimulant de radicalisation à droite des forces bourgeoises, et un élément du rapport de forces entre les classes.

Comment lutter contre le Front national ?

Constater que malgré ses forces réelles, le FN est, aujourd'hui, incapable de construire le moindre mouvement contre les grèves ouvrières, doit au contraire stimuler notre activité contre lui, puisque précisément, il ne dispose pas d'un bon rapport de forces face à la classe ouvrière en action. Les fausses analyses amènent de fausses réponses. Il en est ainsi de celles qui, pensant que la cause du FN est le racisme, mettent en avant essentiellement la dénonciation de Le Pen comme raciste. Il faut bien entendu, dénoncer le racisme de Le Pen. Mais ceux qui votent pour lui savent parfaitement qu'il est raciste, aussi, était-il illusoire de penser que ses "petites phrases" antisémites allaient faire baisser son audience. De même, les campagnes visant à expliquer les méfaits du racisme ne sont pas, en tant que telles, des armes contre le Front national, celui-ci n'ayant d'ailleurs pas le monopole du racisme !

Les campagnes contre Le Pen au nom de la "défense de la démocratie contre l'extrémisme", aboutissent aussi à une impasse qui, loin de limiter le danger de formation d'un vrai parti fasciste, le renforce. La défense de la démocratie bourgeoise, c'est, pour les sociaux-démocrates, affirmer la suprématie de l'Etat "démocratique", au-dessus des classes, et appeler l'ouvrier à faire alliance avec son patron, au nom de cette même démocratie. C'est par exemple, face au Front national à Marseille, appeler à voter pour Bernard Tapie, symbole du patronat agressif et conquérant. C'est aussi appeler les travailleurs à freiner leurs mouvements et leurs revendications, pour ne pas effrayer les éléments petits-bourgeois, et "les jeter dans les bras de Le Pen".



L'écraser dans l'œuf

Cette analyse fonde la montée du Front national sur "la crise économique" et "le chômage", en isolant ces éléments de leur cause réelle, qui est la crise du capitalisme. C'est ne pas comprendre, ou ne pas vouloir comprendre que la menace fasciste est d'autant plus forte, qu'en période de crise, l'activité ouvrière est affaiblie au point de désorienter les travailleurs eux-mêmes.

La seule voie pour laminer le courant fasciste, le ramener à l'état de groupuscule, est bien de développer une réponse politique de la classe ouvrière à la crise, qui nettoierait la société toute entière des dérives politiques racistes et fascistes. Ceci trouve un début de réponse dans la remontée de l'activité gréviste depuis 1986, mais ne s'imposera réellement que si s'affirme un correspondant politique à ces mouvements sociaux, et surtout si ces mouvements grévistes s'affirment capables de lier les revendications salariales et l'exigence des augmentations d'effectifs, dessinant une solution ouvrière au chômage.

Les révolutionnaires ont là un rôle important à jouer, en se montrant porteurs d'une solution politique pour toute la classe ouvrière, pour toutes les victimes de l'exploitation capitaliste.

Mais pour notre part, nous n'avons jamais dissocié ce combat d'une action directe contre les fascistes et le racisme, cela avec deux dimensions :

— La première est de comprendre que la peste brune s'écrase plus facilement dans l'œuf. Ainsi, depuis vingt ans, la Ligue communiste, puis son successeur la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), ont agi en permanence pour maintenir la vigilance et l'action face à ces groupes, mêmes minimes, en comprenant qu'il est toujours plus facile de décourager des hésitants en leur dé-



Défilé du Front national pour la commémoration de la fête de Jeanne d'Arc

montrant qu'ils ne pourront pas se développer impunément. Il est bon que les apprentis fascistes sentent le poids du mouvement ouvrier. C'est pour cette raison que ces dernières années, nous avons toujours stimulé des manifestations de masse à l'initiative du mouvement ouvrier, contre les manifestations et meetings du Front national, et que nous avons désigné cette activité comme étant une tâche du mouvement ouvrier, sans nous en remettre à l'Etat bourgeois pour agir contre les fascistes.

C'est ce que nous avons fait à Paris, en stimulant une manifestation unitaire du mouvement ouvrier, le 1er Mai 1988, alors que les dirigeants syndicaux, amorphes et divisés, s'apprêtaient à laisser parader Le Pen. De la même manière, devant chaque exaction du FN contre les organisations ouvrières nous devons stimuler l'autodéfense et le front unique de vigilance.

— La deuxième est de dresser un front d'action contre le racisme, contre les discriminations dont sont victimes les travailleurs immigrés et leurs familles, contre les crimes et les attaques racistes. Il faut construire un rapport de forces pour imposer les droits démocratiques dont sont exclus les immigrés et combattre pour abroger les lois racistes. Cela est non seulement partie intégrante du combat de classe et contre l'oppression dont sont victimes les immigrés, mais constitue également un renforcement du combat pour mettre en minorité les solutions politiques racistes.

La lutte pour l'égalité des droits

Ceci donne toute son importance à la construction et au renforcement des associations démocratiques antiracistes se battant pour l'égalité des droits, et des associations organisant les travailleurs immigrés et la jeunesse.

Chacun est libre de spéculer sur l'avenir du Front national, en pensant aux fluctuations d'influence du National Front britannique (NF), du Mouvement social italien (MSI) ou du Parti nouveau d'Allemagne (NPD), mais aussi à la progression d'organisations similaires aux Pays-Bas ou au Danemark, et le récent succès des néo-nazis à Berlin-Ouest.

Mais sur ce terrain, comme sur bien d'autres, notre politique ne doit pas se fonder sur des pronostics. Une politique consciente des dangers et des causes de l'existence d'un courant fasciste, requiert la vigilance, l'activité de classe contre le Front national, celle menée pour les droits des travailleurs immigrés, et le combat d'ensemble contre l'austérité et les plans capitalistes, ce sont également les éléments d'une politique révolutionnaire s'adressant à toute la classe ouvrière. ■

Février 1989

AFRIQUE DU SUD

Assassinat d'un gavroche sud-africain

SOUPCONNEE de complicité dans un règlement de compte tragique à Soweto, qui s'est terminé par l'assassinat de Stompie Mokhetsi, un jeune militant noir de 14 ans, Winnie Mandela, l'épouse de Nelson Mandela, dirigeant du Congrès national africain (ANC), s'est totalement discréditée, même aux yeux des sympathisants de son organisation. Le Front uni démocratique (UDF), et la confédération syndicale COSATU ont publiquement désavoué Winnie Mandela.

Claude GABRIEL

SURNOMME la "terreur de Tumahole", Stompie Mokhetsi était un militant hors du commun. Ex-détenu, orateur, théoricien, "général" d'une véritable armée de plusieurs centaines de jeunes garçons dans Soweto, dont certains avaient même moins de 10 ans, il faisait partie de cette jeunesse des *townships* qui s'était particulièrement distinguée dans les troubles des années 1985-87. Son enlèvement, le 29 décembre 1988, puis son assassinat, dans un conflit avec des membres du groupe de protection de Winnie Mandela, dénommé "l'équipe de football Mandela", illustre la crise actuelle du mouvement de masse dans certains endroits de l'Afrique du Sud, après l'essoufflement des grandes mobilisations.

Décomposition sociale

En effet, dans certains quartiers, se sont multipliées des bandes de jeunes, dont les activités sont à la limite de l'agitation politique et de la délinquance. Cela rend les règlements de compte d'autant plus ambigus. La principale raison de cela réside dans la décomposition sociale de certains secteurs des *townships*, avec toutes les conséquences négatives que cela peut impliquer pour le mouvement populaire. C'est donc toujours l'apartheid qui demeure la toile de fond de cette crise. Mais d'autres facteurs s'y superposent.



Stompie Mokhetsi (DR)

L'entourage de Winnie Mandela

Déjà, lors des luttes de 1985-1987, des militants se réclamant de l'ANC n'avaient pas hésité à s'engager dans des actions d'intimidation physique de militants d'autres courants politiques, voir même des agressions, dont certaines se sont soldées par des morts. Une fois lancées, il est très difficile d'arrêter ces pratiques, surtout lorsque la confusion gagne du terrain et que l'avenir de la lutte se fait plus imprécis.

L'implication de l'entourage de Winnie Mandela dans ce genre d'affaire, peut s'expliquer notamment par le fait que l'ANC a largement favorisé l'effet médiatique créé autour de la femme de son dirigeant légendaire, ce qui a sans doute aidé celle-ci à gagner une autonomie dangereuse.

Dans la même semaine que Stompie, le 27 janvier, a également été assassiné le docteur Abu-Baker Asvat, dirigeant national de l'Azapo (Conscience noire). Il est d'ailleurs fort possible que leurs assassins soient les mêmes. Ainsi se recourent gangstérisme et sectarisme politique qui desservent l'ensemble du mouvement noir sud-africain. ■

10 mars 1989

Portrait de Stompie Mokhetsi

EN OCTOBRE 1987, alors à peine âgé de 13 ans et mesurant un peu plus d'un mètre, Stompie Mokhetsi, pensait déjà ne pas vivre beaucoup plus longtemps.

Thandeka GOUBULE et Shaun JOHNSON

"ILS PEUVENT venir me chercher n'importe quand", faisait-il remarquer, impassible, à Peter Godwin, journaliste britannique qui l'avait suivi jusque dans le township de Tumahole. "Je mourrai probablement dans la lutte", disait-il, "mais la lutte continuera".

Les prédictions de Stompie se sont malheureusement révélées justes. L'unique empreinte digitale identifiable, prélevée sur son corps, déjà en état de décomposition, ont mis fin au mystère de sa disparition subite. C'était bien lui qui gisait inanimé dans ce laboratoire d'expertise médico-légale de Prétoria.

Les Moins-de-14-ans

La courte vie de Stompie a été extraordinaire. Au moment de l'interview de Tumahole, ce minuscule militant était sans doute la personnalité la plus connue du township. Il était le "petit général" de l'armée des "Moins-de-14-ans", composée de quelque 1 500 enfants du ghetto. Il venait tout juste d'en reprendre le "commandement" après avoir fait un an de prison, en détention préventive, et avoir été acquitté du chef de violence publique.

Les Moins-de-14-ans, expliquait-il, ont été formés en 1985, alors qu'il avait 10 ans, parce que "les autres groupes ne faisaient que parler sans agir. Nous avons formé une armée pour protéger les gens contre le harcèlement". Son plus jeune soldat du rang avait 8 ans. "Nous sommes plus courageux que les adultes", disait-il.

L'armée des enfants a affronté la police municipale, les "Haricots verts", et les vigiles d'extrême droite, appelés les "A-Team", dans des engagements physiques, parfois très violents. Quand la mairie de Tumahole a brûlé, en 1987, la rumeur a couru qu'elle avait été incendiée par les Moins-de-14-ans, qui voulaient protester contre le refus des conseillers municipaux d'autoriser les as-

sociations civiques locales à utiliser la grande salle.

Ses amis, dont la plupart sont aussi des admirateurs, si ce n'est des disciples, racontent que Stompie discutait sans cesse de politique. "Quelle est la direction, camarade ?", était, paraît-il, son mot d'ordre. Sa personnalité touchait beaucoup de gens, au-delà de ses camarades immédiats. Le professeur Mervin Shear, vice-recteur de l'université de Witwatersrand, se rappelle avoir été si frappé par Stompie, qu'il l'avait invité à déjeuner.

Ce militant de poche s'est adressé à un rassemblement public au Wits, en 1987 : il est entré dans la salle, et monté à la tribune en portant un attaché-case noir. Certains ont pensé qu'il imitait le révérend Allan Boesak, qu'il admirait. Shear a raconté qu'après la réunion, il avait vu Stompie "ensorceler un large groupe d'étudiants, rassemblés autour de lui pour écouter l'orateur. Les étudiants l'entouraient, bouche-bée", tandis que l'enfant récitait des passages de la Charte de la liberté.

C'était l'un de ces jours "critiques" sur le campus, explique Shear, qui craignait que des personnes "mal disposées envers Stompie", ne profitent de sa présence pour l'agresser. Le vice-recteur invita donc Stompie à déjeuner, en compagnie de Tiego Moseneke, ex-président de l'Organisation des étudiants d'Azanie.

Shear raconta au *Weekly Mail* qu'il a été étonné par le jeune personnage qui lui relatait ses expériences en prison. Il a été très "attristé" en voyant la photo de Stompie dans les journaux, après sa disparition. Stompie vivait dans le refuge de l'Eglise méthodiste Orlando, organisé pour les enfants dont le milieu de vie avait été détruit par l'état d'urgence prolongé, et l'étendue de la répression et de la violence dans les townships.

Le plus jeune détenu

A l'âge de 11 ans, il a été le plus jeune détenu du pays, sous l'état d'urgence. Il a fêté son 12^e anniversaire dans sa cellule. Après sa libération, on entendit dire que Stompie était parti se cacher à Johannesburg. Il avait déjà été exclu de son école à Tumahole, et sa directrice appela la police quand il essaya de se faire réadmettre.

En 1987, il confia au *Sunday Times* de Londres, qu'il était préoccupé par son éducation et qu'il empruntait des livres à d'autres enfants, quand il avait un moment de loisir dans ses activités politiques.

Il aurait dit à des gens qui l'ont connu, alors qu'il vivait à Johannesburg, qu'il avait été forcé, en prison, de se dire d'accord d'espionner au profit de la police. Mais, disent-ils, il avait ensuite rejoint ses "camarades" et son retour avait été accepté.

Un ex-collègue de Johannesburg dit que le jeune garçon pouvait non seulement réciter la Charte de la liberté par

cœur, mais aussi des passages entiers des écrits de Karl Marx. "C'était un génie. Pour quelqu'un de son âge, il était très en avance. Il avait une compréhension absolument étonnante de la situation politique en Afrique du Sud. Nous avons souvent des discussions politiques. Mais je ne me souviens pas que des discussions. Personne ne dansait le toyi-toyi (danse zouloue), comme Stompie".

On dit qu'il détestait regarder la télévision, et préférait la discussion avec ses compagnons. Les militants se souviennent de son sens de l'humour. On le considérait comme un maître dans les blagues politiques. "Il pouvait transformer une situation sinistre en un joyeux pique-nique", dit l'un d'entre eux.

La veille de Noël, l'an dernier, des membres de la Fédération des femmes du Transvaal ont apporté de la nourriture aux enfants du refuge de l'Eglise méthodiste, et ont vu Stompie. L'une lui a demandé s'il voulait, pour Noël, revenir à la maison, à Tumahole. Stompie déclina l'offre : il craignait que "le système ne le harcèle, s'il revenait chez lui".

"Une vie de Stompie"

Sa mère rapporta au *Weekly Mail*, que Stompie avait mené une campagne active contre les élections municipales d'octobre 1988. Avant sa mort, il est tombé sous le coup de plusieurs accusations, en vertu des lois d'urgence, au Tribunal de la magistrature de Pary.

D'après sa mère, il lui avait rendu visite à son domicile, le 1^{er} décembre dernier. Selon le *Weekly Mail*, elle a dit que son fils lui avait donné tout l'argent qu'il possédait alors, un billet de 5 rands et quelques centimes (1 rands = 2,60 francs français). Il aurait également dit à sa mère qu'il était "heureux au refuge".

Stompie était un ami proche de Siculo Dhlomo, un autre enfant tué au cours des troubles politiques de 1980. Selon la mère de Dhlomo, les deux enfants utilisaient un signe spécial pour se saluer. Ils se frappaient la paume, le poing et le poignet l'un de l'autre, chaque fois qu'ils se rencontraient. "Ils s'asseyaient dans la cuisine et discutaient de problèmes politiques toute la journée", se souvient-elle. Elle eut une phrase nostalgique à propos de la tragédie qui frappa Stompie et son propre fils : "il a eu une vie de Stompie".

Le journaliste britannique qui a passé quelque temps avec Stompie, en 1987, a également été frappé par son côté humain. Il se rappelle son dernier souvenir de Stompie : lisant les journaux, assis à la table d'un café du township, les jambes trop courtes pour atteindre le sol. Il était soudain redevenu un simple enfant. Interrogé sur ce qu'il désirait le plus, en ce moment précis, sa réponse fut "une bicyclette BMX, quelques vêtements neufs et seyant et quelque chose à manger".

**17 février 1989
Weekly Mail**

EN BREF...



UNION SOVIETIQUE

Des aveux de taille

LA LITERATOURNAYA GAZETA, du 4 janvier 1989, publie un nouvel article de N. Vassetski (Voir *Inprecor* numéro 279, du 9 janvier 1989) qui contient, outre une nouvelle évaluation de Trotsky (plus positive que celle avancée jusqu'ici par les gorbatchéviens), des aveux de taille quant à la culpabilité de Staline et du GPU dans les crimes commis contre les trotskystes.

Le meurtre de Léon Trotsky, par Ramon Mercader, est explicitement attribué au GPU dirigé par Léonid Eitinghon (l'amant de la mère de Mercader), et commandé par Staline. Les assassinats d'Ignace Reiss (en Suisse), de Rudolphe Klement et d'Erwin Wolf (en Espagne), sont également attribués au GPU.

Selon l'hebdomadaire allemand *"Die Zeit"* (numéro du 17 janvier 1989), John Peet, un ancien espion soviétique, ex-membre du Parti communiste britannique, aurait reconnu, dans une conversation avec l'auteur allemand Paul Moor, que le passeport belge utilisé par l'assassin Ramon Mercader avait été volé à un volontaire des Brigades internationales en Espagne. Cela confirme l'hypothèse avancée par la police mexicaine, dès les années 40.

Ces aveux doivent être largement diffusés et inciter toutes les tendances du mouvement ouvrier international — à commencer par les Partis communistes ! — à œuvrer pour que toute la lumière soit faite sur l'assassinat de révolutionnaires prestigieux comme Andrés Nin (Espagne), Ta-Tu-Thau (Indochine) et Tresso (Blasco) (Italie), et que ces victimes de la terreur stalinienne soient pleinement réhabilitées.

Par ailleurs, la pétition pour la réhabilitation de Léon Trotsky a été remise aux autorités soviétiques. Nous publions ci-dessous le texte de la pétition et la lettre adressés à Mikhaïl Gorbatchev par Esteban Volkov, le petit-fils de Trotsky. ■

*Aux personnes concernées :
Au Gouvernement de l'Union soviétique*

Les participants à ce groupe d'études, Vladimir Kibalchich, Ralph Schoenman, Paul Siegel et Susan Weissman, se rendront prochainement en Union soviétique, où ils espèrent observer et en apprendre davantage sur les changements

en cours dans ce pays. Les susmentionnés ont tous des liens étroits d'amitié avec le signataire de cette lettre, Esteban Volkov, et avec ses filles (respectivement petit-fils et arrières petites-filles du révolutionnaire russe Lev Davidovitch Bronstein, plus connu sous le nom de Trotsky) ; et c'est pourquoi ils ont été chargés de présenter notre pétition, adressée à Son Excellence le Président Mikhaïl Gorbatchev et aux plus hautes autorités soviétiques.

Dans cette pétition, nous demandons que mon grand-père, Léon Trotsky, soit officiellement lavé des calomnies et des fausses accusations montées contre lui sous les ordres de Joseph Staline, et que l'interdiction de la publication de ses écrits soit levée, afin qu'ils puissent être librement publiés en Union soviétique.

Avec notre plus profond respect, nous demandons aux autorités soviétiques de bien vouloir accorder aux participants à ce groupe d'étude, toute l'aide et le soutien dont ils auront besoin pour remplir la mission qui leur a été confiée par les descendants de Léon Trotsky, étant donné l'évidence du caractère extraordinaire et historique de leur tâche.

Bien sincèrement.

Esteban Volkov
14 Février 1989
Mexico, D.F. Mexique

*A Son Excellence Monsieur
Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev,
Président du Présidium du Soviet
suprême de l'Union des républiques
socialistes soviétiques, Kremlin,
Moscou, URSS*

Nous, soussignés, Vsievolod Volkov Bronstein, Veronica Volkov Fernandez, Nora Dolores Volkov Fernandez, Patricia Volkov Fernandez et Natalia Volkov Fernandez, respectivement petit-fils et arrières petites-filles du révolutionnaire marxiste russe Lev Davidovitch Bronstein, plus connu sous le nom de Léon Trotsky, vous écrivons, avec tout le respect qui vous est dû, pour demander que notre grand-père et arrière grand-père, sa famille, et ses camarades de lutte soient officiellement lavés de toutes les calomnies et des fausses accusations criminelles qui ont été portées contre eux, sous les ordres directs de Joseph Staline.

Nous demandons que la lumière soit totalement faite sur la vérité historique, en ce qui concerne le rôle fondamental

joué par Léon Trotsky, à la fois aux côtés de Vladimir Lénine, dans le déroulement et le triomphe de la révolution d'Octobre, et dans la lutte inégale et héroïque qu'il a menée contre la dictature stalinienne (au point d'y perdre la vie), pour préserver les acquis marxistes-léninistes essentiels de la révolution d'Octobre.

Nous demandons également que les écrits de Léon Trotsky, qui constituent une somme de grande valeur des enseignements historiques et contemporains du marxisme, soient librement publiés en Union soviétique.

Vous avez écrit que l'Union soviétique doit retrouver sa route vers les idéaux et les principes fondateurs du léninisme. C'est tout à fait nécessaire.

Mais pour qu'il en soit ainsi, il est vital de déraciner et d'écartier pour toujours les méthodes criminelles du Stalinisme, afin que le mot socialisme ne puisse plus jamais être associé avec le totalitarisme, mais plutôt avec une entière liberté et une authentique démocratie. C'est alors seulement que l'Union soviétique, pourra de nouveau devenir un exemple et un phare pour l'humanité.

Sincèrement.

Esteban Volkov
30 décembre 1988
Mexico City

GRANDE BRETAGNE

Hypothermie et libéralisme

DEPUIS une dizaine d'années, l'Angleterre de Madame Thatcher glose docilement sur les progrès d'une nouvelle épidémie : l'hypothermie. Chaque année, la statistique reconnaît que près d'un millier de Britanniques meurent de froid. L'hiver 1981-1982 a atteint le triste record de 528 décès, pour décembre et janvier seulement. En réalité, ce fléau frappe un nombre très supérieur de personnes, sans que le certificat de décès ne porte explicitement la mention "hypothermia".

Les victimes sont avant tout des personnes âgées (86% d'entre eux ont plus de 65 ans). D'octobre à mars, on enre-

erratum

Une coquille a rendu incompréhensible une partie de la résolution sur les réformes en URSS, publiée en page 13, dans le dernier numéro d'*Inprecor* (du 6 mars 1989). A la fin du premier paragraphe du chapitre numéro II (Les enjeux), il fallait lire:

"(...) la logique de la réforme veut que ce soient les prix et les salaires, libérés de la tutelle administrative et déterminés par le jeu de la concurrence qui assurent cette liaison. De ce point de vue, la nouvelle réforme ne se distingue pas de celle des années 60 (...)" ■

giste en effet 39 000 morts supplémentaires, parmi les plus de 60 ans, par rapport au reste de l'année. En Angleterre, un homme de 65 ans a une espérance de vie de 13,3 ans (17,2 ans pour les femmes), ce qui place ce pays dans le peloton de queue en Europe.

Le froid, on s'en doute, est beaucoup plus dur avec les pauvres. Un retraité vivant avec moins de 60 livres par semaine dépense 14 à 17% de son revenu pour le chauffage et l'éclairage, contre seulement 6% dans la moyenne de la population. De surcroît, près de 50% des logements abritant des personnes âgées bénéficiant d'un revenu minimum, ne jouissent pas du chauffage central. Ce qui signifie que, passant l'essentiel de leur temps à la maison, elles sont lourdement pénalisées par rapport à la population encore active. Les femmes sont aussi plus durement touchées compte tenu du fait qu'elles vivent en moyenne plus longtemps.

Face au scandale de l'hypothermie, en bonne logique libérale, l'administration Thatcher a choisi une forme d'assistance "personnalisée" : lorsque la moyenne des températures hebdomadaires (du lundi au dimanche suivant) est inférieure à zéro degré, le département de la Sécurité sociale fait paraître des annonces dans la presse pour que les ayants-droit sachent qu'ils peuvent revendiquer une allocation de 5 livres pour "temps très froid". Tout se gâte, bien sûr, si la semaine de mauvais temps court du jeudi au mercredi, mais que la moyenne hebdomadaire, invariablement calculée du lundi au dimanche, dépasse zéro degré, ou que l'ayant-droit néglige de consulter la presse ! ■

ISRAEL

Fermeture d'Al-Raïa

LES DETENTIONS administratives, la destruction des maisons, la fermeture de journaux s'appliquent aussi, même si c'est dans une moindre mesure, aux Palestiniens qui ont la citoyenneté israélienne, et depuis quelques années, elles touchent même une minorité d'Israéliens qui ont choisi la voie de la coopération israélo-palestinienne.

La dernière preuve en est la fermeture de l'hebdomadaire *Al-Raïa*, publié à Nazareth par le mouvement des Fils du pays (Abna' al Balad), une organisation palestinienne radicale, active depuis plus de 15 ans dans la communauté palestinienne d'Israël. Face à l'ultra-modération du Parti communiste israélien dans les tâches de solidarité avec l'*intifada* et face à sa ligne politique qu'il qualifie lui-même de "patriotique israélienne", le mouvement Abna' al Balad a sensiblement renforcé son influence au sein de la population palestinienne d'Israël, ce qui n'est pas pour plaire aux autorités israéliennes, ce que confirme la répression contre *Al-Raïa*. La raison officielle est "qu'il existe des liens entre Al-Raïa et

le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP)", définie comme organisation terroriste par la loi israélienne. Comme l'autorisent les lois d'exception, les autorités n'ont pas besoin de prouver les raisons qui les poussent à fermer une publication, et même la Cour suprême, qui a toujours ratifié de telles mesures, a déclaré à plusieurs occasions, que les décrets sur la presse sont d'un tel arbitraire, qu'il serait préférable de les abolir.

Pourtant le parlement israélien se refuse à abroger les lois d'exception. La fermeture, il y a deux ans, du Centre d'information alternative, CIA, où militent côte à côte, Israéliens et Palestiniens, avait pour objet de mettre en garde les forces progressistes israéliennes de ne pas s'approcher de trop près du mouvement national palestinien.

La réaction de l'opinion publique israélienne à la fermeture du CIA, a montré que pour des millions de progressistes israéliens, le fait de brandir le danger du terrorisme n'était plus suffisant pour entraîner un réflexe de réaligement sur les positions officielles. Ceci vient à nouveau d'être confirmé par les peines relativement modérées prononcées par la Cour du district de Jérusalem contre les quatre membres du comité de rédaction du *Derech Hanitsotz*, qui ont reconnu avoir rejoint les rangs du FPLP. Ils ont plaidé coupable, et ont été condamnés à des peines allant de 9 à 30 mois de prison. C'est beaucoup si l'on considère que même l'acte d'accusation reconnaît que le seul objectif de ces militants était de publier un journal politique soumis à la censure, et défendant une perspective de coexistence entre l'Etat d'Israël et un Etat palestinien indépendant ; c'est très peu, si l'on se souvient que la Cour suprême de justice avait rejeté leur demande de libération provisoire en affirmant qu'"il s'agit de gens qui ont traversé la ligne rouge de la loyauté envers leur peuple", en d'autres termes, qu'il s'agissait de traîtres.

Ce que le tribunal de Jérusalem exprime dans ce verdict, c'est que, pour une grande partie de l'opinion publique, les concepts de sécurité, de trahison, de terrorisme n'ont plus ce caractère de tabou qu'ils avaient, il y a dix ans encore, et surtout que l'idée de coopération entre Israéliens et Palestiniens fait son chemin, même si elle n'est pas encore prête à s'exprimer sous la forme d'organisations politiques communes. ■

AFRIQUE DU SUD

Liberté pour les 26 d'Upington

IL EST beaucoup question de détente et de négociations en Afrique du Sud. Le régime se veut rassurant : débat parlementaire sur la dérégulation de l'apartheid et réforme probable du système de ségrégation de l'habitat (Group Area

Act). Mais ce volet "réformiste" doit, en tout état de cause s'accompagner d'une mise au pas du mouvement de masse. Voilà pourquoi, derrière la façade des beaux discours, la répression continue. Il aura fallu une dure et longue grève de la faim, pour que plusieurs centaines de prisonniers, pour la plupart détenus sans procès depuis fort longtemps, puissent faire valoir leur droit, et qu'une partie d'entre eux soit relâchée. La "special branch" (police politique) continue à s'acharner sur les dirigeants et les militants des organisations noires. Aucun mouvement n'est épargné et le mouvement syndical, dernière grande force organisée du pays, est soumis à des menaces permanentes.

Un des pires moyens de répression qu'utilise la police, consiste à accuser de meurtre toute personne ayant assisté à une manifestation au cours de laquelle un policier ou un agent quelconque du pouvoir a été tué. Cela avait déjà été le cas pour les "6 de Sharpeville" dont, fort heureusement, on a pu empêcher la pendaison, notamment grâce à une campagne de solidarité internationale. Il y a d'autres cas du même type, comme ce militant du syndicat du commerce (CCAWUSA), William Ntomela, accusé, sans preuve, de l'assassinat d'un agent de sécurité et de celui d'un non-gréviste au cours d'une lutte en 1986, il risque la pendaison.

Soulignons surtout la menace contre 26 habitants des *townships* d'Upington (au nord de la province du Cap), accusés, collectivement et sans preuve, de meurtres. Ce cas de répression fait maintenant l'objet d'une très importante campagne de presse en Afrique du Sud, et d'un début de mobilisation démocratique pour leur libération.

Tous sont accusés d'avoir participé à l'assassinat d'un policier, le 13 novembre 1985, au cours d'une manifestation contre une augmentation des loyers. 4 d'entre eux sont accusés de participation directe au meurtre, 21 de complicité collective et un de tentative de meurtre. Le procès se fonde sur la présomption que les personnes rassemblées ce jour-là, avaient l'intention de tuer le policier ; la plupart risquent donc la peine de mort. Leur procès a commencé le 13 octobre 1986, il se poursuit actuellement. Les 26 d'Upington sont âgés de 20 à 63 ans, mais la plupart ont moins de 25 ans. Il y a plusieurs femmes parmi eux.

Dans les *townships* d'Upington, on compte près de deux familles entières par maison, 40% de chômeurs. A Parabello, le quartier où vivaient les 26 accusés, 92,4% de ceux qui travaillent gagnent bien moins que le revenu minimum officiel qui est de 557 Rands par mois (1 Rand = 2,60 francs français). 57,5% gagnent 250 Rands et 36,9% ne gagnent que 150 Rands. A Upington on est loin de la "réforme" de l'apartheid !

Comme pour les 6 de Sharpeville il faut qu'une campagne internationale de solidarité puisse les aider, et obtenir leur libération immédiate. ■